

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 886

15 avril 2013

SOMMAIRE

Ageas Hybrid Financing	42485	Dix-huit S.à r.l.	42496
Agence EUROPE	42485	Invesco European Hotel Real Estate Fund	42527
A H Luxco 1 S.à r.l.	42485	ITT Industries Luxembourg S.à r.l.	42528
A la Bouquinerie du Centre	42484	Kodo S.A.	42528
Allianz Finance VIII Luxembourg S.A.	42485	LFP SV	42495
Allianz Finance VII Luxembourg S.A.	42485	m.e.g.a. performance s.à r.l.	42484
Allianz Investments II Luxembourg S.à r.l.	42524	MHZ Hachtel	42523
Arenamex Invest 1 S.à r.l.	42527	Modec S.à r.l.	42497
Arenamex Invest 2 S.à r.l.	42527	NDG Group S.A.	42512
Artic Holding S.A.	42482	S.C.I. Samuel	42484
Atares Lux Invest S.A.	42510	Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l.	42486
Audatex Luxembourg S.à r.l.	42498	Second Atlas (IX) Lux S.A.	42484
AXA Immoselect Luxemburg 1 Strassen S.A.	42520	SHCO 32 S.à r.l.	42498
Carta Investments S.à r.l.	42482	SL II NXP S.à r.l.	42505
cieslux S.à r.l.	42526	Staff Perf. International S.à r.l.	42483
CLK Team Lux	42482	Sybase Luxembourg	42483
Comptoir Electrique et Fournitures du Luxembourg S.A.	42482	Sybase Luxembourg	42483
Content International Holdings 1 S.à r.l.	42528	Teddy Financial Invest S.A. - SPF	42483
DB Valoren S.à r.l.	42503	Unijep Luxembourg	42484
Dépannage, Maintenance Location Services S.à r.l.	42522	Vitis Vinifera Luxembourg S.A.	42527

Artic Holding S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 147.289.

La Convention de Domiciliation conclue entre la Société Anonyme ARTIC HOLDING S.A., précédemment avec Siège social au 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et la Société Anonyme Société Européenne de Banque, Société Anonyme, ayant son Siège social 19-21, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg n° B 13.859, a été résiliée avec effet au 18 février 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Signatures

Référence de publication: 2013029666/14.

(130036841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Comptoir Electrique et Fournitures du Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4040 Esch-sur-Alzette, 5, rue Xavier Brasseur.

R.C.S. Luxembourg B 105.890.

La liste des signataires autorisés sur les comptes de la Société a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Comptoir Electrique et Fournitures du Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2013029717/11.

(130036364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

CLK Team Lux, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 152.335.

Extrait du procès-verbal du Conseil de gérance du 28 février 2013

Le Conseil décide de transférer le siège social de la société du 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, au 11, Avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg avec effet immédiat

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MAZARS ATO

Référence de publication: 2013029739/12.

(130036491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Carta Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 175.331.

RECTIFICATIF

Il convient de lire que la nouvelle associée est Summerville Unit Trust, un trust représenté par son trustee Cidel Trust Services Inc., une corporation, ayant son siège social au R.G. Hodge Plaza, 3^{ème} Etage, Wickams Cay 1, Road Town, Tortola (Iles Vierges Britanniques), enregistrée auprès du Registre des Sociétés des Iles Vierges Britanniques sous le numéro 635739, et non pas The Summerville Unit Trust, comme mentionné par erreur dans l'avis publié auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la référence L130031862 en date du 22 février 2013.

Luxembourg, le 28 février 2013.

Pour avis sincère et conforme

Pour Carta Investments S.à r.l.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013029713/17.

(130036056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Sybase Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 50.812.

Le Bilan au 31.12.2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013030816/11.

(130036972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Sybase Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 50.812.

Le Bilan au 31.12.2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013030821/11.

(130036981) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Sybase Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 50.812.

Le Bilan au 31.12.2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Gérant

Référence de publication: 2013030823/11.

(130036983) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Staff Perf. International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 4B, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 108.543.

Aux associés

Par la présente, veuillez prendre note de ma démission à compter de ce jour en tant que gérant technique de la société Staff Perf. International Sàrl, numéro d'immatriculation B-108543.

Esch/Alzette, le 31 décembre 2012.

Eric MARICHAUD.

Référence de publication: 2013030808/11.

(130037359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Teddy Financial Invest S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 151.045.

Les Comptes Annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030843/10.

(130036952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

S.C.I. Samuel, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-8283 Kehlen, 16, Cité Beichel.

R.C.S. Luxembourg E 1.127.

Extrait de résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés du 22.02.2013

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Associés de la S.C.I. SAMUEL réuni le 22.02.2013 a décidé à l'unanimité ce qui suit:

1. Remplacer le gérant Monsieur Mark SAMUEL par Madame Vivia CHRISTOPHER née le 05.04.1955 à Lahore (PAKISTAN), demeurant à 16, Cité Beichel, L-8283 KEHLEN.

Pour extrait conforme

Fait à Luxembourg, le 22 février 2013.

Référence de publication: 2013030740/14.

(130037645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

Second Atlas (IX) Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 8, rue Notre Dame.

R.C.S. Luxembourg B 162.188.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 04 mars 2013.

Référence de publication: 2013030749/10.

(130037512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

m.e.g.a. performance s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5213 Sandweiler, 28A, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 53.957.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour M.E.G.A. PERFORMANCE S.A R.L.

Référence de publication: 2013030930/10.

(130038323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Unijep Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 19, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 155.528.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 04 mars 2013.

Référence de publication: 2013030859/10.

(130037492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 mars 2013.

A la Bouquinerie du Centre, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4130 Esch-sur-Alzette, 40, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 89.916.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 5 mars 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013030933/10.

(130038135) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Allianz Finance VII Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 162.663.

Les statuts coordonnés au 21 février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2013030954/11.

(130038022) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Agence EUROPE, Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 7, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 5.271.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013030947/10.

(130037745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Ageas Hybrid Financing, Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 116.671.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 5 mars 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013030946/11.

(130037947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Allianz Finance VIII Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.-D. Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 165.116.

Les statuts coordonnés au 20 février 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch
Notaire

Référence de publication: 2013030955/11.

(130037980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

A H Luxco 1 S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 32.344.312,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 106.230.

Les comptes annuels arrêtés au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2013.

Un mandataire

Référence de publication: 2013030932/11.

(130038279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2013.

Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.374.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of March.

Before us Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

SCP I Holdings (Lux) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, not yet registered with Luxembourg Trade and Companies register,

here represented by Mr by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, professionally residing in Esch/Alzette, by virtue of a proxy, given on 4 March 2013.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which it wishes to incorporate with the following articles of association:

A. Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Name. There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.

Art. 2. Purpose.

2.1 The purpose of the Company is the holding of participations in any form whatsoever in Luxembourg and foreign companies and in any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, management, control and development of its portfolio.

2.2 The Company may further guarantee, grant security, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or right of any kind or which form part of the same group of companies as the Company.

2.3 The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

2.4 The Company may carry out any commercial, industrial, financial, real estate or intellectual property activities which it considers useful for the accomplishment of these purposes.

Art. 3. Duration.

3.1 The Company is incorporated for an unlimited period of time.

3.2 It may be dissolved at any time and with or without cause by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 4. Registered office.

4.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the registered office may be transferred by decision of the board of managers. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.3 Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the board of managers.

4.4 In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social circumstances or natural disasters have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall not affect the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

B. Share Capital - Shares

Art. 5. Share Capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-), represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

5.2 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

5.3 The Company may redeem its own shares.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same nominal value.

6.2 The shares of the Company are in registered form.

6.3 The Company may have one or several shareholders, with a maximum of forty (40) shareholders.

6.4 Death, suspension of civil rights, dissolution, bankruptcy or insolvency or any other similar event regarding any of the shareholders shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 7. Register of shares - Transfer of shares.

7.1 A register of shares shall be kept at the registered office of the Company, where it shall be available for inspection by any shareholder. This register shall contain all the information required by the Law. Certificates of such registration may be issued upon request and at the expense of the relevant shareholder.

7.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until such representative has been appointed.

7.3 The shares are freely transferable among shareholders.

7.4 Inter vivos, the shares may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders at a majority of three quarters of the share capital.

7.5 Any transfer of shares shall become effective towards the Company and third parties through the notification of the transfer to, or upon the acceptance of the transfer by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

7.6 In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the surviving shareholders at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

C. Decisions of the shareholders

Art. 8. Collective decisions of the shareholders.

8.1 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

8.2 Each shareholder may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns.

8.3 In case and as long as the Company has not more than twenty-five (25) shareholders, collective decisions otherwise conferred on the general meeting of shareholders may be validly taken by means of written resolutions. In such case, each shareholder shall receive the text of the resolutions or decisions to be taken expressly worded and shall cast his vote in writing.

8.4 In the case of a sole shareholder, such shareholder shall exercise the powers granted to the general meeting of shareholders under the provisions of section XII of the Law and by these articles of association. In such case, any reference made herein to the "general meeting of shareholders" shall be construed as a reference to the sole shareholder, depending on the context and as applicable, and powers conferred upon the general meeting of shareholders shall be exercised by the sole shareholder.

Art. 9. General meetings of shareholders. Meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of meeting. If all shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and have waived convening requirements, the meeting may be held without prior notice.

Art. 10. Quorum and vote.

10.1 Each shareholder is entitled to as many votes as he holds shares.

10.2 Save for a higher majority provided in these articles of association or by law, collective decisions of the Company's shareholders are only validly taken in so far as they are adopted by shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 11. Change of nationality. The shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 12. Amendments of the articles of association. Any amendment of the articles of association requires the approval of (i) a majority of shareholders (ii) representing three quarters of the share capital at least.

D. Management

Art. 13. Powers of the sole manager - Composition and powers of the board of managers.

13.1 The Company shall be managed by one or several managers. If the Company has several managers, the managers form a board of managers which is composed of at least one (1) A manager and one (1) B manager.

13.2 If the Company is managed by one manager, to the extent applicable and where the term “sole manager” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “board of managers” used in these articles of association is to be construed as a reference to the “sole manager”.

13.3 The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company’s corporate purpose, with the exception of the powers reserved by the Law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

Art. 14. Election, removal and term of office of managers.

14.1 The manager(s) shall be elected by the general meeting of shareholders which shall determine their remuneration and term of office.

14.2 The managers shall be elected and may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the shareholders representing more than half of the Company’s share capital.

Art. 15. Convening meetings of the board of managers.

15.1 The board of managers shall meet upon call by any manager. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting.

15.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to managers at least twenty-four (24) hours in advance of the time scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be mentioned in the notice. Such notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. No prior notice shall be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers which has been communicated to all managers.

15.3 No prior notice shall be required in case all managers are present or represented at a board meeting and waive any convening requirement or in the case of resolutions in writing approved and signed by all members of the board of managers.

Art. 16. Conduct of meetings of the board of managers.

16.1 The board of managers may elect among its members a chairman. It may also choose a secretary, who does not need to be a manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

16.2 The chairman, if any, shall chair all meetings of the board of managers. In his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority of managers present or represented at any such meeting.

16.3 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing another manager as his proxy either in writing, or by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A manager may represent one or more but not all of the other managers.

16.4 Meetings of the board of managers may also be held by conference-call or video conference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

16.5 The board of managers may deliberate or act validly only if at least a majority of the managers are present or represented at a meeting of the board of managers.

16.6 Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting. The chairman, if any, shall have a casting vote.

16.7. The board of managers may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each manager may express his consent separately, the entirety of the consents evidencing the adoption of the resolutions. The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 17. Minutes of the meeting of the board of managers - Minutes of the decisions of the sole manager.

17.1 The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman, if any or in his absence by the chairman pro tempore, and the secretary (if any). Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the chairman, if any, or by any two (2) managers.

17.2 Decisions of the sole manager shall be recorded in minutes which shall be signed by the sole manager. Copies or excerpts of such minutes, which may be produced in judicial proceedings or otherwise, shall be signed by the sole manager.

Art. 18. Dealing with third parties. The Company shall be bound towards third parties in all circumstances (i) by the signature of the sole manager, or, if the Company has several managers, by the joint signature of at least one (1) A manager and one (1) B manager, or (ii) by the joint signatures or the sole signature of any person(s) to whom such signatory power may have been delegated by the board of managers within the limits of such delegation.

E. Audit and Supervision

Art. 19. Auditor(s).

19.1 In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaire(s)). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

19.2 A internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders.

19.3 The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

19.4 If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (reviseur(s) d'entreprises agree (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies' register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

19.5. An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

F. Financial year - Annual accounts - Allocation of profits - Interim dividends

Art. 20. Financial year. The financial year of the Company shall begin on the first of January of each year and shall end on the thirty-first of December of the same year.

Art. 21. Annual accounts and allocation of profits.

21.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the board of managers draws up an inventory of the Company's assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss accounts in accordance with the law.

21.2. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

21.3 Sums contributed to a reserve of the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve if the contributing shareholder agrees with such allocation.

21.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

21.5 Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's annual net profits shall be used in accordance with the Law and these articles of association.

21.6 Distributions shall be made to the shareholders in proportion to the number of shares they hold in the Company.

Art. 22. Interim dividends - Share premium and assimilated premiums.

22.1 The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of interim financial statements prepared by the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution. The amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and distributable reserves, but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve which the Law or these articles of association do not allow to be distributed.

22.2 Any share premium, assimilated premium or other distributable reserve may be freely distributed to the shareholders subject to the provisions of the Law and these articles of association.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 In the event of dissolution of the Company in accordance with article 3.2 of these articles of association, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators who are appointed by the general meeting of shareholders deciding such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

23.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them.

H. Final clause - Governing law

Art. 24. Governing law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provisions

1. The first financial year shall begin on the date of incorporation of the Company and terminate on 31 December 2013.

2. Interim dividends may be distributed during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The twelve thousand five hundred (12,500) shares have been subscribed by SCP I Holdings (Lux) S.à r.l., aforementioned, for the price of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-).

The shares so subscribed have been fully paid-up by a contribution in cash so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company.

The total contribution in the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is entirely allocated to the share capital.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the shareholder

The incorporating shareholder, representing the entire share capital of the Company and having waived any convening requirements, has thereupon passed the following resolutions:

1. The address of the registered office of the Company is set at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Grand Duchy of Luxembourg.

2. The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited term:

- Mr. Oliver Haarmann, born in Düsseldorf, Germany on 15 September 1967, professionally residing at c/o Searchlight Capital Partners UK, LLP, Berkeley Square House, Fifth Floor, Berkeley Square, London W1J 6BR, United Kingdom as A manager; and

- Mr. Philippe Leclercq, born in Liège, Belgium on 18 May 1968, professionally residing at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg as B manager.

3. The following person is appointed as independent auditor until the general meeting of shareholders convened to approve the Company's annual accounts for the first financial year:

PricewaterhouseCoopers Sàrl, a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies register under number B 65.477, having its registered office at 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch/Alzette, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille treize, le huitième jour de mars.

Par-devant nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

SCP I Holdings (Lux) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, non encore immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Luxembourg, ayant son siège social 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg,

dûment représentée par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, résidant professionnellement à Esch/Alzette, en vertu d'une procuration donnée le 4 mars 2013.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

La comparante a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'elle souhaite constituer avec les statuts suivants:

A. Nom - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination «Searchlight BMS I (Lux) S.à r.l.» (ci-après la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Objet.

2.1 La Société a pour objet la détention de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères et de toute autre forme de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre

manière, de même que le transfert par vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de tout type, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et la mise en valeur de son portefeuille.

2.2 La Société peut également garantir, accorder des sûretés, accorder des prêts ou assister de toute autre manière des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou un droit de quelque nature que ce soit ou qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

2.3 Excepté par voie d'appel publique à l'épargne, la Société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

2.4 La Société peut exercer toute activité de nature commerciale, industrielle, financière, immobilière ou de propriété intellectuelle qu'elle estime utile pour l'accomplissement de ces objets.

Art. 3. Durée.

3.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

3.2 Elle peut être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée générale des associés, adoptée selon les conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.3 Des succursales ou bureaux peuvent être créés, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, par décision du conseil de gérance.

4.4 Dans l'hypothèse où le conseil de gérance estimerait que des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social ou des catastrophes naturelles se sont produits ou seraient imminents, de nature à interférer avec l'activité normale de la Société à son siège social, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera luxembourgeoise.

B. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-), représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

5.2 Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés de la Société, adoptée selon les modalités requises pour la modification des présents statuts.

5.3 La Société peut racheter ses propres parts sociales.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur.

6.2 Les parts sociales de la Société sont nominatives.

6.3 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, avec un nombre maximal de quarante (40) associés.

6.4 Le décès, la suspension des droits civils, la dissolution, la liquidation, la faillite ou l'insolvabilité ou tout autre événement similaire d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la Société.

Art. 7. Registre des parts sociales - Transfert des parts sociales.

7.1 Un registre des parts sociales est tenu au siège social de la Société où il est mis à disposition de chaque associé pour consultation. Ce registre contient toutes les informations requises par la Loi. Des certificats d'inscription peuvent être émis sur demande et aux frais de l'associé demandeur.

7.2 La Société ne reconnaît qu'un seul titulaire par part sociale. Les copropriétaires indivis nommeront un représentant unique qui les représentera vis-à-vis de la Société. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits relatifs à cette part sociale, jusqu'à ce qu'un tel représentant ait été désigné.

7.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

7.4 Inter vivos, les parts sociales seront uniquement cessibles à de nouveaux associés sous réserve qu'une telle cession ait été approuvée par les associés représentant une majorité des trois quarts du capital social.

7.5 Toute cession de parts sociales est opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à, ou après l'acceptation de la cession par la Société conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code civil.

7.6 En cas de décès, les parts sociales de l'associé décédé pourront être uniquement transférées au nouvel associé sous réserve qu'un tel transfert ait été approuvé par les associés survivants à une majorité des trois quarts du capital social. Un tel agrément n'est cependant pas requis dans l'hypothèse où les parts sociales sont transférées soit aux ascendants, descendants ou au conjoint survivant.

C. Décisions des associés

Art. 8. Décisions collectives des associés.

8.1 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la Loi et par les présents statuts.

8.2 Chaque associé a la possibilité de participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts sociales qu'il détient.

8.3 Dans l'hypothèse où et tant que la Société n'a pas plus de vingt-cinq (25) associés, des décisions collectives qui relèveraient d'ordinaire de la compétence de l'assemblée générale, pourront être valablement adoptées par voie de décisions écrites. Dans une telle hypothèse, chaque associé recevra le texte de ces résolutions ou des décisions à adopter expressément formulées et votera par écrit.

8.4 En cas d'associé unique, cet associé exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés en vertu des dispositions de la section XII de la Loi et des présents statuts. Dans cette hypothèse, toute référence faite à «l'assemblée générale des associés» devra être entendue comme une référence à l'associé unique selon le contexte et le cas échéant et les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés seront exercés par l'associé unique.

Art. 9. Assemblées générales des associés. Les assemblées générales d'associés pourront être tenues aux lieux et heures indiquées dans les convocations aux assemblées générales correspondantes. Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et renoncent aux formalités de convocation, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 10. Quorum et vote.

10.1 Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il détient.

10.2 Sous réserve d'un quorum plus élevé prévu par les présents statuts ou la Loi, les décisions collectives des associés de la Société ne seront valablement adoptées que pour autant qu'elles auront été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 11. Changement de nationalité. Les associés ne peuvent changer la nationalité de la Société qu'avec le consentement unanime des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Toute modification des statuts requiert l'accord d'une (i) majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

D. Gérance

Art. 13. Pouvoirs du gérant unique - Composition et pouvoirs du conseil de gérance.

13.1 La Société peut être gérée par un ou plusieurs gérants. Si la Société a plusieurs gérants, les gérants forment un conseil de gérance composé d'au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

13.2 Lorsque la Société est gérée par un gérant unique, le cas échéant et lorsque le terme «gérant unique» n'est pas expressément mentionné dans ces statuts, une référence au «conseil de gérance» dans ces statuts devra être entendue comme une référence au «gérant unique».

13.3 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des associés.

Art. 14. Nomination, révocation des gérants et durée du mandat des gérants.

14.1 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) par l'assemblée générale des associés qui détermine sa (leur) rémunération et la durée de son (leur) mandat.

14.2 Le(s) gérant(s) est (sont) nommé(s) et peu(ven)t être librement révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Art. 15. Convocation aux réunions du conseil de gérance.

15.1 Le conseil de gérance se réunit sur convocation de tout gérant. Les réunions du conseil de gérance sont tenues au siège social de la Société sauf indication contraire dans la convocation à la réunion.

15.2 Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants au minimum vingt-quatre (24) heures à l'avance par rapport à l'heure fixée dans la convocation, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs d'une telle urgence seront mentionnés dans la convocation. Une telle convocation peut être omise en cas d'accord écrit de chaque gérant, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Une copie d'un tel document signé constituera une preuve suffisante d'un tel accord. Aucune convocation préalable ne sera exigée pour un conseil de gérance dont le lieu et l'heure auront été déterminés par une décision adoptée lors d'un précédent conseil de gérance, communiquée à tous les membres du conseil de gérance.

15.3 Aucune convocation préalable ne sera requise dans l'hypothèse où les tous les gérants seront présents ou représentés à un conseil de gérance et renonceraient aux formalités de convocation ou dans l'hypothèse de décisions écrites et approuvées par tous les membres du conseil de gérance.

Art. 16. Conduite des réunions du conseil de gérance.

16.1 Le conseil de gérance peut élire un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut également désigner un secrétaire, qui peut ne pas être membre du conseil de gérance et qui sera chargé de tenir les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

16.2 Le président du conseil de gérance, le cas échéant, préside toutes les réunions du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut nommer provisoirement un autre gérant comme président temporaire par un vote à la majorité des voix présentes ou représentées à la réunion.

16.3 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant tout autre gérant comme son mandataire par écrit, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie du mandat en constituant une preuve suffisante. Un gérant peut représenter un ou plusieurs, mais non l'intégralité des membres du conseil de gérance.

16.4 Les réunions du conseil de gérance peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne et la réunion tenue par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

16.5 Le conseil de gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée à une réunion du conseil de gérance.

16.6 Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président du conseil de gérance, le cas échéant, dispose d'une voix prépondérante.

16.7 Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque gérant peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance - Procès-verbaux des décisions du gérant unique.

17.1 Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président, le cas échéant, ou, en son absence, par le président temporaire, et le secrétaire, le cas échéant. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou autre seront, le cas échéant, signés par le président ou par deux (2) gérants.

17.2 Les décisions du gérant unique sont retranscrites dans des procès-verbaux qui seront signés par le gérant unique. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qui pourront être produits en justice ou dans tout autre contexte seront signés par le gérant unique.

Art. 18. Rapports avec les tiers. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances (i) par la signature du gérant unique, ou, si la Société a plusieurs gérants, par la signature conjointe d'au moins un (1) gérant de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B, ou (ii) par la signature conjointe ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué par le conseil de gérance, dans les limites de cette délégation.

E. Audit et Surveillance**Art. 19. Commissaire - réviseur d'entreprises agréé.**

19.1 Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

19.2 Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des associés.

19.3 Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

19.4 Si les associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

19.5 Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des associés que pour juste motif ou avec son accord.

F. Exercice social - Affectation des bénéfices - Acomptes sur dividendes

Art. 20. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 21. Comptes annuels - Distribution des bénéfices.

21.1 Au terme de chaque exercice social, les comptes sont clôturés et le conseil de gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, le bilan et le compte de profits et pertes, conformément à la loi.

21.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

21.3 Les sommes apportées à une réserve de la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si cet associé consent à cette affectation.

21.4 En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

21.5 Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets de la Société conformément à la Loi et aux présents statuts.

21.6 Les distributions aux associés sont effectuées en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

Art. 22. Acomptes sur dividendes - Prime d'émission et primes assimilées.

22.1 Le conseil de gérance peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes sur la base d'un état comptable intermédiaire préparé par le conseil de gérance et faisant apparaître que des fonds suffisants sont disponibles pour être distribués. Le montant destiné à être distribué ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes destinées à être affectées à une réserve dont la Loi ou les présents statuts interdisent la distribution.

22.2 Toute prime d'émission, prime assimilée ou réserve distribuable peut être librement distribuée aux associés conformément à la Loi et aux présents statuts.

G. Liquidation

Art. 23. Liquidation.

23.1 En cas de dissolution de la Société conformément à l'article 3.2 des présents statuts, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'assemblée générale des associés ayant décidé de cette dissolution et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun des liquidateurs. Sauf disposition contraire, les liquidateurs disposeront des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et du passif de la Société.

23.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera distribué entre les associés en proportion du nombre de parts sociales qu'ils détiennent dans la Société.

H. Disposition finale - Loi applicable

Art. 24. Loi applicable. Tout ce qui n'est pas régi par les présents statuts, sera déterminé en conformité avec la Loi.

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.
2. Des acomptes sur dividendes pourront être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises ont été souscrites par SCP I Holdings (Lux) S.à r.l., prénommée, pour un prix de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-).

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par voie d'apport en numéraire, de sorte que le montant de douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) est dès à présent à la disposition de la Société.

L'apport global d'un montant douze mille cinq cent euros (EUR 12.500,-) est entièrement alloué au capital social.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

L'associé fondateur, représentant l'intégralité du capital social de la Société et ayant renoncé aux formalités de convocation, a adopté les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social de la Société est établie au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Grand-Duché de Luxembourg.
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants pour une durée indéterminée:

(i) M. Olivier Haarmann, né à Düsseldorf (Allemagne) le 15 septembre 1967, résidant professionnellement à c/o Searchlight Capital Partners UK, LLP, Berkeley Square House, Fifth Floor, Berkeley Square, London W1J 6BR, au Royaume-Uni, en tant que gérant de catégorie A; et

(ii) M. Philippe Leclercq, né à Liège (Belgique) le 18 mai 1968, résidant professionnellement à 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Grand-Duché de Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B.

3. La personne suivante est nommée en tant que réviseur d'entreprises agréé jusqu'à l'assemblée générale des associés appelée à approuver les comptes annuels pour le premier exercice social de la Société:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65.477, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate sur demande de la comparante que le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; à la demande de la même comparante et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom, et résidence, ledit mandataire de la comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 14 mars 2013. Relation: EAC/2013/3477. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013045247/503.

(130055148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

LFP SV, Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 176.360.

AUFLÖSUNG

Im Jahre zweitausenddreizehn, den achtundzwanzigsten Februar;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCIENEN:

Die nach dem Recht der Schweiz gegründete und bestehende Aktiengesellschaft "SIA FUNDS AG", mit Sitz in CH-8866 Ziegelbrücke, Parkweg 1, eingetragen im Handelsregister des Kantons Glarus unter der Nummer CH-130.3.010.898-3

hier vertreten durch Herrn Christian JEANROND, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1855 Luxembourg, 15A, avenue J.F. Kennedy, auf Grund einer ihm am 18. Februar 2013 in Ziegelbrücke, (Schweiz), erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar "ne varietur unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden

Welche erschienene Partei, vertreten wie hiavor erwähnt, den amtierenden Notar ersucht ihre Erklärungen und Feststellungen zu beurkunden wie folgt:

I. Die Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit veränderlichem Kapital "Value Opportunities Fund S.A.", mit Sitz in L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 128448, (hiernach die "Gesellschaft"), ist gegründet worden gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Henri HELLINCKX, mit dem Amtssitz in Luxemburg, am 6. Juni 2007, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,, Nummer 1326 vom 2. Juli 2007,

und deren Satzungen wurden mehrmals abgeändert und zuletzt gemäß Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar in Vertretung vom vorgenannten Notar Henri HELLINCKX, am 14. Juni 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2100 vom 8. September 2011;

II. Die erschienene Partei ist Eigentümerin sämtlicher sich im Umlauf befindenden Aktien der Gesellschaft;

III. Die erschienene Partei, als Alleingesellschafter (der "Alleingesellschafter") beschließt die Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen;

IV. Der Alleingesellschafter erklärt, dass er die Statuten der Gesellschaft bestens kennt und dass er genaue Kenntnis der Finanzlage der Gesellschaft besitzt;

V. Der Alleingesellschafter bestätigt den Bericht, welcher der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft für den Zeitraum vom 1. Oktober 2012 bis zum Tage der Auflösung erstellt hat;

VI. Der Alleingesellschafter, als Auflösungsverwalter der Gesellschaft, erklärt, dass die Tätigkeit der Gesellschaft beendet ist, alle ausstehenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft beglichen worden sind, oder für deren Begleichung Sorge getragen wird, dass sämtliche Aktiva der Gesellschaft auf den Alleingesellschafter übergehen, welcher erklärt, dass alle Schulden der Gesellschaft beglichen sind und er sich verpflichtet alle etwaigen noch nicht beglichenen Schulden zu übernehmen, ehe eine Zahlung an sich selbst erfolgt.

VII. Somit ist die Liquidation der Gesellschaft als durchgeführt und abgeschlossen zu betrachten und alle sich noch im Umlauf befindlichen Aktien werden annulliert.

VIII. Der Alleingesellschafter erteilt den Verwaltungsratsmitglieder und dem Kommissar volle Entlastung für die Ausübung ihrer Mandate bis zum heutigen Tage.

IX. Die Geschäftsbücher und Dokumente der aufgelösten Gesellschaft werden während mindestens fünf Jahren am Gesellschaftssitz der Gesellschaft "FundPartner Solutions (Europe) S.A." in L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy, aufbewahrt.

Somit hat der unterzeichnete Notar festgestellt, dass die Gesellschaft "Value Opportunities Fund S.A." aufgelöst worden ist.

WORÜBER die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt worden ist.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienenen Person, handelnd wie hiervor erwähnt, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, hat besagter Bevollmächtigter zusammen mit Uns, Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. JEANROND, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 5 mars 2013. LAC/2013/10199. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée;

Luxembourg, le 18 mars 2013.

Référence de publication: 2013037250/58.

(130045079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2013.

Dix-huit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4222 Esch-sur-Alzette, 209, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.397.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt et un mars.

Pardevant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- Monsieur Rahamim MOSHIASHVILI, employé privé, né à Israël le 23 juillet 1977, demeurant à IL-77441 Ashdod (Israël), Almogim 2/30.

- Monsieur Meir TETROASHVILI, employé privé, né à Ashkelon (Israël) le 17 novembre 1972, demeurant B-2180 Anvers (Belgique), Hagedoorlaan, 40,

ici représenté par Monsieur Rahamim MOSHIASHVILI, susdit,

en vertu d'une procuration sous seing privée lui délivrée en date du 21 mars 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le notaire instrumentant et par le comparant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Les comparants ont requis le notaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "Dix-huit S.à r.l.".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune d'Esch-sur-Alzette.

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de bijoux, pierres précieuses et semi-précieuses, d'horloges, d'or, d'argent et tous métaux précieux et non précieux et tous articles semblables.

La société pourra également réaliser toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Art. 4. La durée de la société est indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-€), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- €) chacune.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que conformément aux dispositions de l'article 189 du texte coordonné de la loi du 10 août 1915 et des lois modificatives.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par les associés qui fixent la durée de leur mandat et leurs pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués sans indication de motif.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 9. Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

- Rahamim MOSHIASHVILI, susdit, cinquante parts	50
- Meir TETROASHVILI, susdit, cinquante parts	50
Total: cent parts sociales	100

Elles ont été intégralement libérées par des versements en espèces.

Frais

Le montant des frais généralement quelconques incombant à la société en raison de sa constitution s'élève approximativement à sept cent douze euros (712,- €).

Assemblée Générale Extraordinaire

Ensuite les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et à l'unanimité des voix ont pris les résolutions suivantes:

- L'adresse de la société est fixée à L-4222 Esch-sur-Alzette, 209, rue de Luxembourg.
- Le nombre des gérants est fixé à un (1).
- Est nommé gérant, pour une durée illimitée:
- Monsieur Meir TETROASHVILI, employé privé, né à Ashkelon (Israël) le 17 novembre 1972, demeurant B-2180 Anvers (Belgique), Hagedoornlaan, 40.

La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: MOSHIASHVILI, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 22 mars 2013. Relation: LAC /2013 / 13308. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 9 avril 2013.

Référence de publication: 2013045483/70.

(130055698) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 avril 2013.

Modec S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 822.075,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 174.638.

Extrait de la résolution adoptée par les Gérants de la société en date du 25 février 2013:

Le siège social de la société est transféré avec effet au 1^{er} mars 2013 du 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Il est également porté à la connaissance de tous que l'adresse:

- des gérants, à savoir Christian Tailleur, Keimpe Reitsma et James Body, a fait l'objet d'un changement d'adresse.

La nouvelle adresse est la suivante: 26-28, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2013029959/17.

(130036829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

**Audatex Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. SHCO 32 S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 168.444.

In the year two thousand twelve, on the twenty-eight day of December.

Before US Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

AUDATEX GMBH, a corporation duly incorporated and validly existing under the laws of Switzerland, having its registered office at Rotzbergstrasse 1, 6362 Stansstad, Switzerland and registered with the Handelsregister des Kantons Nidwalden under file number CH-170.4.002.309-3 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Mr. Regis Galiotto, notary's clerk, with professional address at 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given by the Sole Shareholder on December 26, 2012.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented by its proxyholder, has requested the notary to state as follows:

I. The appearing person is currently the sole shareholder of a société à responsabilité limitée (private limited liability company) existing in Luxembourg under the name of SHCO 32 S.À R.L., having its registered office at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) of Luxembourg under number B 168.444 (the "Company") and incorporated by a deed of Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg, on April 4, 2012, published in the Mémorial, Recueil Spécial C number 1389 on June 5, 2012. The Company's articles of association have not been amended.

II. That the agenda of the meeting is the following:

1. Consider the change of the corporate purpose of the Company to give the following content:

"The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company and may directly invest or acquire in any manner patents, trademarks, licenses, know how, copyright and other industrial, commercial or intellectual property or rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also license the right to use, sublicense, sell or dispose of the same, in whole or in part, and subcontract the management and development of the same.

The Company may further participate in the creation, development, management and control of any company and may directly invest or contract to supply services in the field of international e-commerce in any manner whatsoever and in particular by performing or selling online platform services, e-commerce services and IT support materials. The Company may in this purpose license, sublicense, sell, use or dispose in any manner of any product, right, service or related asset.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property."

and the subsequent amendment of Article 2 of the Company's articles of association

2. Consider the change of the corporate denomination of the Company from "SHCO 32 S.A R.L." into "AUDATEX LUXEMBOURG S.A R.L." and the subsequent amendment of article 4 of the Company's articles of association;

3. Consider the change of the Company's financial year and the modification of the closing date of the current financial year of the Company, which shall end on June 30, 2012 instead of December 31, 2012; and the subsequent amendment of article 16 of the Company's articles of association;

4. (i) Consider the appointment as managers of the Company for an unlimited period with immediate effect:

Category A Managers:

- Renato Carlo Giger, born in Switzerland, on June 2, 1960, with professional address at 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

- Jason Michael Brady, born in Burlingame (CA), USA, on November 11, 1968, with professional address at 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

Category B Managers:

- Elizabeth Wilhelmina Timmer, born in Zuidelijke IJsselmeerpolder, Netherlands, on July 24, 1965, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Richardus Eduardus Johannes Brekelmans, born in Amsterdam, Netherlands, on September 12, 1960, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

(ii) Consider the resignation of ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.À R.L., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) of Luxembourg under number B 103.336 ("ATC"), as manager of the Company and granting it full discharge.

5. Miscellaneous.

III. That, on basis of the agenda, the Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves, by way of a special resolution, to modify the corporate purpose of the Company and to amend article 2 of the Company's articles of association so that it will henceforth read as follows:

"The corporate purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in other Luxembourg or foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

The Company may borrow or lend monies in any form, in particular, but not limited to, through the entering into credit agreements or facility agreements and proceed to the issuance of bonds, debentures or any other type of debt securities, convertible or not, without, however, offering such bonds, debentures or debt securities to the public.

The Company may issue any type of shares, certificates or equity securities, redeemable or not, without, however, offering them to the public.

The Company may further mortgage, pledge or otherwise encumber all or some of its assets. It may also grant any type of guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries and/or its parent(s), affiliated companies or any other companies which form part of the same group of companies as the Company.

In a general fashion it may grant assistance to affiliated companies, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company and may directly invest or acquire in any manner patents, trademarks, licenses, know how, copyright and other industrial, commercial or intellectual property or rights of any nature or origin whatsoever. The Company may also license the right to use, sublicense, sell or dispose of the same, in whole or in part, and subcontract the management and development of the same.

The Company may further participate in the creation, development, management and control of any company and may directly invest or contract to supply services in the field of international e-commerce in any manner whatsoever and in particular by performing or selling online platform services, e-commerce services and IT support materials. The Company may in this purpose license, sublicense, sell, use or dispose in any manner of any product, right, service or related asset.

The Company can finally perform all commercial, industrial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose, including any transactions on real estate or on movable property."

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to change the corporate denomination of the Company from "SHCO 32 S.A R.L." into "AUDATEX LUXEMBOURG S.A R.L." and to amend article 4 of the Company's articles of association so that it will henceforth read as follows:

"The Company will assume the name of Audatex Luxembourg S.à r.l."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves (i) to change the financial year of the Company, so that it begins on July 1 and ends on June 30 of each year, (ii) to amend article 16 of the Company's articles of association so that it will henceforth read as follows:

"The Company's financial year begins on July 1 and ends on June 30 of each year."

and (iii) to approve the fact that the current financial year of the Company shall end on June 30, 2012 instead of December 31, 2012.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to appoint with immediate effect as managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A Managers:

- Renato Carlo Giger, born in Switzerland, on June 2, 1960, with professional address at 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;
- Jason Michael Brady, born in Burlingame CA, on November 11, 1968, with professional address at 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

Category B Managers:

- Elizabeth Wilhelmina Timmer, born in Zuidelijke Jsselmeerpold, Netherlands, on July 24, 1965, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;
- Richardus Eduardus Johannes Brekelmans, born in Amsterdam, Netherlands, on September 12, 1960, with professional address at 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The Sole Shareholder further resolves to accept the resignation, effective as of the date hereof, of ATC as manager of the Company with immediate effect and grants it full discharge for the exercise of its mandate.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne to the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, he signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

AUDATEX GMBH, une société anonyme constituée et régie selon les lois de Suisse, ayant son siège social au Rotzbergstrasse 1, 6362 Stansstad, Suisse et enregistrée au Handelsregister des Kantons Nidwalden sous le numéro CH-170.4.002.309-3 Associé Unique»)

ici représenté par Mr. Regis Galiotto, demeurant professionnellement au 101, rue Cents, L-1319 Luxembourg, Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 26 décembre 2012.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, restera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant représenté par son mandataire a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. Le comparant est actuellement l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie au Luxembourg sous la dénomination de SHCO 32 S.A R.L., ayant son siège social au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 168.444 (la «Société») et constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Edouard Delosch, résidant à Diekirch, Grand-Duché de

Luxembourg, en date du 4 avril 2012, publié au Mémorial, Recueil Spécial C numéro 1389 en date du 5 juin 2012. Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés.

II. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour de:

1. Considérer le changement de l'objet social de la Société afin de lui donner le contenu suivant:

"L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut en outre octroyer tout type de parts, de sûreté ou garantie rachetable ou non sans pour autant les offrir au public.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et pourra directement investir ou acquérir sous quelque forme que ce soit, des brevets d'invention, droits de marque, licences, savoir-faire, droits d'auteur, et toute propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle ou droits de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut aussi autoriser le droit d'utiliser, de concéder une sous-licence, de vendre ou de disposer des droits susmentionnés, en tout ou partie, et sous-contracter la gestion et le développement de ces droits.

La Société peut en outre participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et peut directement investir dans ou contracter à des services d'approvisionnement dans le cadre du e-commerce international sous quelque forme que ce soit et en particulier en exécutant ou en vendant des services en ligne, des services d'e-commerce et de support informatique. La Société peut, à cette fin, autoriser le droit d'utiliser, concéder une sous-licence, vendre, utiliser ou disposer de toute manière de tout produit, droit, service ou bien.

La Société peut en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, en relation directe ou indirecte avec les domaines décrits ci-dessus, afin de faciliter la réalisation de son objet, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers."

et la modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société;

2. Considérer le changement du nom de la Société de "SHCO 32 S.A R.L." en "AUDATEX LUXEMBOURG S.A R.L." et la modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société;

3. Considérer la modification de l'année sociale de la Société et la modification de l'année sociale de la Société en cours, qui devra se terminer le 30 juin 2012 au lieu du 31 décembre 2012 et la modification en conséquence de l'article 16 des statuts de la Société;

4. (i) Considérer la nomination en tant que gérants de la Société pour une durée illimitée, avec effet immédiat de:

Gérants de Catégorie A:

- Renato Carlo Giger, né en Suisse, le 2 juin 1960, résidant professionnellement au 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

- Jason Michael Brady, né à Burlingame (CA), USA, le 11 novembre 1968, résidant professionnellement au 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

Gérants de Catégorie B:

- Elizabeth Wilhelmina Timmer, née à Zuidelijke IJsselmeerpolder, Pays-Bas, le 24 juillet 1965, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Richardus Eduardus Johannes Brekelmans, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 12 septembre 1960, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

(ii) Considérer la démission de ATC MANAGEMENT (LUXEMBOURG) S.A R.L., une société à responsabilité limitée dument constituée et existant valablement selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 103.336 ("ATC") en tant que gérant de la Société et l'octroi d'une décharge entière.

5. Divers.

III. Que sur base de l'ordre du jour, l'Associé Unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide, par résolution spéciale, de changer l'objet social de la Société et de modifier l'article 2 des statuts de la Société de sorte qu'il se lise désormais comme suit:

«L'objet de la Société consiste en la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription, ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, ainsi que la possession, l'administration, la mise en valeur et la gestion de ces participations. La Société pourra également détenir des participations dans des sociétés de personnes.

La Société peut emprunter ou prêter sous quelque forme que ce soit, en particulier, mais sans limitation, par la conclusion de contrats de crédit et procéder à l'émission d'obligations, de titres d'emprunt ou de tout autre type de titre de créance, convertible ou non, sans toutefois offrir ces obligations, titres d'emprunt ou titres de créance au public.

La Société peut en outre octroyer tout type de parts, de sûreté ou garantie rachetable ou non sans pour autant les offrir au public.

La Société pourra en outre hypothéquer, nantir ou grever tout ou partie de ses actifs. Elle peut également accorder tout type de garanties et de sûretés en faveur de tiers pour garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales et/ou société(s) parente(s), sociétés affiliées ou toutes autres sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

D'une manière générale, elle pourra prêter assistance à toute société affiliée, prendre toutes mesures de contrôle et de supervision et exécuter toutes opérations qu'elle estimera utiles dans l'accomplissement et le développement de son objet.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et pourra directement investir ou acquérir sous quelque forme que ce soit, des brevets d'invention, droits de marque, licences, savoir-faire, droits d'auteur, et toute propriété industrielle, commerciale ou intellectuelle ou droits de quelque nature ou origine que ce soit. La Société peut aussi autoriser le droit d'utiliser, de concéder une sous-licence, de vendre ou de disposer des droits susmentionnés, en tout ou partie, et sous-contracter la gestion et le développement de ces droits.

La Société peut en outre participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société et peut directement investir dans ou contracter à des services d'approvisionnement dans le cadre du e-commerce international sous quelque forme que ce soit et en particulier en exécutant ou en vendant des services en ligne, des services d'e-commerce et de support informatique. La Société peut, à cette fin, autoriser le droit d'utiliser, concéder une sous-licence, vendre, utiliser ou disposer de toute manière de tout produit, droit, service ou bien.

La Société peut en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle, technique ou financière, en relation directe ou indirecte avec les domaines décrits ci-dessus, afin de faciliter la réalisation de son objet, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers».

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de changer le nom de la Société de "SHCO 32 S.A R.L." en "AUDATEX LUXEMBOURG S.A R.L." et la modification subséquente de l'article 4 des statuts de la Société de sorte qu'il se lise désormais comme suit:

«La Société a comme dénomination Audatex Luxembourg S.à r.l.».

Troisième résolution

L'Associé Unique décide (i) de modifier l'année sociale de la Société afin que cette dernière commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année, (ii) de modifier l'article 16 des statuts de la Société afin lui donner la teneur suivante:

«L'année sociale de la Société commence le 1^{er} juillet et se termine le 30 juin de chaque année.»

et (iii) d'approuver le fait que l'année sociale actuelle se terminera le 30 juin 2012 au lieu du 31 décembre 2012.

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de nommer, avec effet immédiat, pour une durée illimitée:

Gérants de Catégorie A:

- Renato Carlo Giger, né en Suisse, le 2 juin 1960, résidant professionnellement au 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

- Jason Michael Brady, né à Burlingame (CA), USA, le 11 novembre 1968, résidant professionnellement au 7 Village Circle, Suite 100, Westlake TX 76262, USA;

Gérants de Catégorie B:

- Elizabeth Wilhelmina Timmer, née à Zuidelijke IJsselmeerpolder, Pays-Bas, le 24 juillet 1965, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- Richardus Eduardus Johannes Brekelmans, né à Amsterdam, Pays-Bas, le 12 septembre 1960, résidant professionnellement au 13-15, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'Associé Unique décide, en outre, d'accepter la démission, avec effet immédiat, d'ATC en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et de lui octroyer entière décharge pour l'exercice de son mandat.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à environ mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2013. Relation: LAC/2013/644. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Releveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 19 février 2013.

Référence de publication: 2013026209/287.

(130031478) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

DB Valoren S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.168.679.000,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.379.

Im Jahre zweitausenddreizehn, am einundzwanzigsten Januar,

erschien

vor dem unterzeichneten Notar Gérard Lecuit mit Amtssitz in Luxemburg,

Deutsche Bank A.G., eine Aktiengesellschaft deutschen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main, eingetragen beim Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter Nummer HRB 30 000 (die „Gesellschafterin“),

vertreten durch Herrn Manfred Müller, Rechtsanwalt, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg,

aufgrund einer Vollmacht, erteilt in Frankfurt, am 18. Januar 2013.

Die Gesellschafterin, vertreten wie oben erwähnt, hat den Notar aufgefordert, Folgendes festzuhalten.

Die Gesellschafterin ist die Alleingesellschafterin der unter dem Namen DB Valoren S.à r.l. und unter Nummer B 111.379 in das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister eingetragenen Gesellschaft mit beschränkter Haftung, gegründet durch notarielle Urkunde des amtierenden Notars vom 13. Oktober 2005, die im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 260 vom 4. Februar 2006 veröffentlicht worden ist, mit Gesellschaftssitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, und einem Stammkapital von Euro zwei Milliarden vierhundertfünfundneunzig Millionen sechshundertachtundsechzigtausend (EUR 2.495.668.000,-) (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft ist zuletzt abgeändert worden gemäß notarieller Urkunde des amtierenden Notars vom 12. Dezember 2012, die noch nicht im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht worden ist.

Die Gesellschafterin erklärt, ausführlich über die Beschlüsse, welche auf Basis der folgenden Tagesordnung zu fassen sind, informiert zu sein:

Tagesordnung:

1. Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft in Höhe eines Betrages von Euro vier Milliarden sechshundert-dreiundsiebzig Millionen elftausend (Euro 4.673.011.000,-), um das bestehende Kapital von Euro zwei Milliarden vierhundertfünfundneunzig Millionen sechshundertachtundsechzigtausend (Euro 2.495.668.000,-), eingeteilt in sechs Millionen dreihundertsechszigtausendfünfhundert (6.366.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert in Höhe von jeweils Euro dreihundertzweiundneunzig (Euro 392,-) auf Euro sieben Milliarden einhundertachtundsechzig Millionen sechshundertneunundsiebzigtausend (Euro 7.168.679.000,-) zu erhöhen, und zwar mittels Erhöhung des Nennwertes eines jeden Gesellschaftsanteils um Euro siebenhundertvierunddreißig (Euro 734,-) auf Euro ein Tausend einhundertsechszigundzwanzig (Euro 1.126,-).

2. Abänderung von Artikel 5, Absatz 1, der Satzung der Gesellschaft, entsprechend dem gemäß Tagesordnungspunkt 1) gefassten Beschluss.

3. Vollmachterteilung an das Geschäftsführungsgremium zwecks Umsetzung des unter Tagesordnungspunkt 1) gefassten Beschlusses.

4. Genehmigung der Kapitalerhöhung der DB Equity S.à r.l. in Höhe eines Betrages von Euro drei Milliarden neunhundertsevenundzwanzig Millionen (Euro 3.927.000.000,-) mittels Erhöhung des Nennwertes eines jeden Gesellschaftsanteils.

5. Verschiedenes.

Die Gesellschafterin hat folgende Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterin beschließt die Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft in Höhe eines Betrages von Euro vier Milliarden sechshundertdreiundsiebzig Millionen elftausend (Euro 4.673.011.000,-), um das bestehende Kapital von Euro zwei Milliarden vierhundertfünfundneunzig Millionen sechshundertachtundsechzigtausend (Euro 2.495.668.000,-), eingeteilt in sechs Millionen dreihundertsechszigtausendfünfhundert (6.366.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert in Höhe von jeweils Euro dreihundertzweiundneunzig (Euro 392,-) auf Euro sieben Milliarden einhundertachtundsechzig Millionen sechshundertneunundsiebzigttausend (Euro 7.168.679.000,-) zu erhöhen, und zwar mittels Erhöhung des Nennwertes eines jeden Gesellschaftsanteils um Euro siebenhundertvierunddreißig (Euro 734,-) auf Euro eintausendeinhundertsechszwanzig (Euro 1.126,-).

Die Gesellschafterin erklärt durch ihren ordnungsgemäß bestellten Bevollmächtigten den für die Erhöhung des Nennwertes der Gesellschaftsanteile erforderlichen Gesamtbetrag in Höhe von Euro vier Milliarden sechshundertdreiundsiebzig Millionen elftausend (Euro 4.673.011.000,-) durch Bareinlage einzuzahlen.

Der Nachweis dieser Einzahlung durch die Gesellschafterin zugunsten der Gesellschaft ist dem amtierenden Notar erbracht worden.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterin beschließt infolge des obigen ersten Beschlusses, Artikel 5, Absatz 1, der Gesellschaftssatzung wie folgt abzuändern:

« **Art. 5. Stammkapital.** Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt sieben Milliarden einhundertachtundsechzig Millionen sechshundertneunundsiebzigttausend Euro (EUR 7.168.679.000,-) und ist in sechs Millionen dreihundertsechszigtausendfünfhundert (6.366.500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von jeweils eintausendeinhundertsechszwanzig Euro (EUR 1.126,-) eingeteilt, die sämtlich vollständig eingezahlt sind.»

Dritter Beschluss

Die Gesellschafterin beschließt, dem Geschäftsführungsgremium der Gesellschaft Vollmacht zur Umsetzung der vorangehenden Beschlüsse zu erteilen. Das Geschäftsführungsgremium ist dazu ermächtigt, alle mit dieser Kapitalerhöhung verbundenen notwendigen oder sachdienlichen Maßnahmen zu treffen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafterin beschließt in Übereinstimmung mit Artikel 12, Absatz 2 (d) der Satzung der Gesellschaft, der am Tag der vorliegenden Urkunde durchzuführenden Kapitalerhöhung der Tochtergesellschaft der Gesellschaft, DB Equity S.à r.l., mit Gesellschaftssitz in 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxemburg, eingetragen in das Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 111.380, in Höhe eines Betrages von Euro drei Milliarden neunhundertsevenundzwanzig Millionen (Euro 3.927.000.000,-) mittels Erhöhung des Nennwertes eines jeden Gesellschaftsanteils um Euro fünfhundertfünfundneunzig (EUR 595,-), sowie allen durch das Geschäftsführungsgremium im Zusammenhang mit dieser Kapitalerhöhung vorzunehmenden notwendigen und sachdienlichen Maßnahmen, zuzustimmen.

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft auf Grund dieser Urkunde entstehen, werden auf sechstausendvierhundert Euro (Euro 6.400,-) geschätzt.

Aufgenommen wurde die Urkunde zu Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Verlesung der Urkunde durch den Notar gegenüber den ihm nach Namen, gebräuchlichem Vornamen und Wohnort bekannten Vertretern der erschienenen Gesellschafterin, haben dieselben diese Urkunde mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. Müller, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 23 janvier 2013. Relation: LAC/2013/3352. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG Zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxembourg, den 21. Februar 2013.

Référence de publication: 2013025798/91.

(130031543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

SL II NXP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 154.550.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth day of February.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

SLTI II Cayman NXP, L.P., a limited partnership organized under the laws of the Cayman Islands, with registration number WK-45789, having its registered office at Ugland House, KY1-114 Grand Cayman, Cayman Islands, holding 673,936 shares in the share capital of the Company, here represented by Benoît Serraf, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities, and

SLP II Cayman NXP, Ltd., a limited company organized under the laws of the Cayman Islands, with registration number WK-45790, having its registered office at Ugland House, KY1-114 Grand Cayman, Cayman Islands, holding 156,055,647 shares in the share capital of the Company, here represented by Benoît Serraf, lawyer, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities,

being all the shareholders (the "Shareholders") of SL II NXP S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated by a notarial deed drawn up on 21 July 2010 by the undersigned notary, having its registered office at 59, rue de Rollingergrund, L-2440 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.550 and whose articles of association (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Memorial") number 1897, page 91044, dated 15 September 2010 (the "Company") and whose Articles have been lastly amended by a notarial deed enacted by the undersigned notary on 6 April 2011, published in the Memorial number 1368, page 65633 dated 24 June 2011.

The Shareholders declare that they have been informed in advance of the agenda of the meeting and waive all convening requirements and formalities. The meeting is thus regularly constituted and can validly deliberate and decide on the agenda of this meeting.

The meeting has been called for with the following agenda:

Agenda

(A) To approve the determination by resolution of the board of managers passed on 7 February of a Total Redemption Amount (as defined in the Articles) of EUR 70,565,317.10.

(B) To acknowledge and approve the repurchase by the Company pursuant to a resolution of the board of managers passed and based on interim accounts dated 7 February 2013 of the 17,414,398 I Shares in the Company with a par value of one Euro Cent (EUR 0.01) each (the "Repurchased Shares") at a price of EUR 4.05 per share. Out of the Total Redemption Amount, USD 235,390.42 (EUR 174,143.98) represents the total par value of the Repurchased Shares, USD 38,786,021.31 (EUR 28,694,252.65) and in addition USD 357,416.03 (EUR 264,419.64) constitutes the total repayment of share premium, USD 23,539.04 (EUR 17,414.40) constitutes the repayment of the legal reserve and USD 55,980,772.33 (41,415,086.43 EUR) constitutes the total partial liquidation bonus (EUR amounts are calculated on the basis of an agreed exchange rate of USD 1 = EUR 0.739809129). The price for the repurchase will be payable in cash, except that an amount of EUR 264,419.64 will be payable by set-off against a claim of EUR 264,419.64 of the Company against the shareholders referred to in a resolution of shareholders passed on 31 July 2012.

(C) To complete the consequent reduction of the Company's corporate capital by an amount of EUR 174,143.98 to EUR 1,393,151.85 by the cancellation of the Repurchased Shares, and the subsequent reduction of legal reserve by an amount of EUR 17,414.40 and related repayment to the shareholders.

(D) To amend the articles of incorporation of the Company to reflect the proposed resolutions.

(E) Miscellaneous.

After due and careful deliberation, the following resolutions were taken unanimously:

First resolution

The meeting of Shareholders resolved that the determination by resolution of the board of managers passed on 7 February 2013 of a Total Redemption Amount (as defined in the Articles of the Company) of EUR 70,565,317.10 is approved.

Second resolution

The meeting of Shareholders resolved to acknowledge and approve the repurchase by the Company pursuant to a resolution of the board of managers passed on 7 February 2013 and based on interim accounts dated on interim accounts dated 7 February 2013 of each of the 17,414,398 Class I Shares in the Company with a par value of one Euro Cent (EUR 0.01) each (the "Repurchased Shares") at a price of EUR 4.05 per share. Out of the Total Redemption Amount, USD 235,390.42 (EUR 174,143.98) represents the total par value of the Repurchased Shares, USD 38,786,021.31 (EUR 28,694,252.65) and in addition USD 357,416.03 (EUR 264,419.64) constitutes the total repayment of share premium, USD 23,539.04 (EUR 17,414.40) constitutes the repayment of the legal reserve and USD 55,980,772.33 (EUR 41,415,086.43) constitutes the total partial liquidation bonus (EUR amounts are calculated on the basis of an agreed exchange rate of USD 1 = EUR 0.739809129). The price for the repurchase will be payable in cash, except that an amount of EUR 264,419.64 will be payable by set-off against a claim of EUR 264,419.64 of the Company against the shareholders referred to in a resolution of shareholders passed on 31 July 2012.

Third resolution

The meeting of Shareholders resolved to reduce the Company's corporate capital by an amount of EUR 174,143.98 to EUR 1,393,151.85 by the cancellation of the Repurchased Shares.

The meeting further resolved to reduce the legal reserve by an amount of EUR 17,414.40 in order to bring its current amount of EUR 156,729.58 to EUR 139,315.18 by repayment to the shareholders pro rata their shareholding.

Fourth resolution

The meeting of Shareholders resolved to amend article 5.1 of the Articles to reflect the decisions taken under the preceding resolutions so that henceforth it shall read as follows:

" **5.1.** The corporate capital is fixed at EUR 1,393,151.85 represented by:

- 17,414,398 class A ordinary shares (the "A Shares"),
- 17,414,398 class B ordinary shares (the "B Shares"),
- 17,414,398 class C ordinary shares (the "C Shares"),
- 17,414,398 class D ordinary shares (the "D Shares"),
- 17,414,398 class E ordinary shares (the "E Shares"),
- 17,414,398 class F ordinary shares (the "F Shares"),
- 17,414,399 class G ordinary shares (the "G Shares"), and
- 17,414,398 class H ordinary shares (the "H Shares"),

each having a par value of one Euro Cent (EUR 0.01) and the rights and obligations as set out in these Articles, (together the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholder".

The meeting of Shareholders further resolved to amend article 5.3 of the Articles to reflect the decisions taken under the preceding resolutions so that henceforth it shall read as follows:

" **5.3.** The share capital of the Company may be reduced exclusively through the repurchase and subsequent cancellation of all the issued shares of one or more classes of Shares (an "Share Redemption") in the following order:

- the H Shares;
- the G Shares;
- the F Shares;
- the E Shares;
- the D Shares;
- the C Shares;
- the B Shares; and
- the A Shares.

The meeting of Shareholders finally resolved to amend article 15.3 of the Articles to reflect the decisions taken under the preceding resolutions so that henceforth it shall read as follows:

" **15.3.** The decision to distribute funds and the determination of the amount of such distribution will be taken by the Shareholders in accordance with the provisions of Article 13.7 above and in accordance with the following provisions:

(a) First, the holders of A Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.25% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of B Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.30% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of C Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.35% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of D Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.40% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of E Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.45% of the nominal value of the Shares issued by

the Company. The holders of F Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.50% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of G Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.55% of the nominal value of the Shares issued by the Company. The holders of H Shares shall be granted a right to receive, pro rata, a preferred dividend representing 0.60% of the nominal value of the Shares issued by the Company.

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (a) are to be made on a *pari passu* basis between the holders of the class of Shares.

(b) After the distribution set out under (a) above, all remaining income available for further distribution (the "Excess") in the Company, if any, shall be paid to the holders of H Shares (or if the H Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the G Shares; or if the G Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the F Shares; or if the F Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the E Shares; or if the E Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the D Shares; or if the D Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the C Shares; or if the C Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holders of the B Shares; or if the B Shares have been cancelled and do not exist anymore, to the holder of the A Shares).

For the avoidance of doubt, the payments to be made under (b) are to be made on a *pari passu* basis between the holders of the class of Shares."

Costs

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately two thousand Euros.

Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting was closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing persons, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

Whereof, the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huit février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

SLTI II Cayman NXP, L.P., un "limited partnership" de droit des Iles Caimans, numéro d'immatriculation WK-45789, ayant son siège social à Ugland House, Grand Cayman, KY1-114, Grand Cayman, Cayman Islands, détenant 673.936 parts sociales dans le capital social de la Société, ici représenté par Benoît Serraf, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

SLP II Cayman NXP, Ltd., une "limited company" de droit des Iles Caimans, numéro d'immatriculation WK-45790, ayant son siège social à Ugland House, Grand Cayman, KY1-114, Grand Cayman, Cayman Islands, détenant 156.055.647 parts sociales dans le capital social de la Société, ici représenté par Benoît Serraf, avocat, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, laquelle, paraphée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui,

Etant tous les associés (les "Associés") de SL II NXP S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, constituée par un acte notarié dressé le 21 juillet 2010 par le notaire soussigné, ayant son siège social au 59, rue de Rollingergrund, L-2440, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.550 et dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") numéro 1897, page 91044, en date du 15 septembre 2010, (la "Société") et dont les Statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte notarié du notaire soussigné, dressé en date du 6 avril 2011, et publié au Mémorial numéro 1368, page 65633, en date du 24 juin 2011.

Les Associés déclarent avoir été préalablement informés de l'ordre du jour et ont renoncé aux formalités et exigences de convocation. L'assemblée est donc valablement constituée et peut délibérer et décider valablement sur tous les points figurant à son ordre du jour.

L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

A. Approuver la détermination par résolution du conseil de gérance passée le 7 février 2013 du Montant Total de Rachat (tel que défini dans les Statuts) de 70.565.317,10 EUR.

B. Reconnaître et approuver le rachat par la Société en vertu d'une résolution du conseil de gérance passée le 7 février 2013 et basée sur les comptes intermédiaires datés du 7 février 2013 de chacune des 17.414.398 parts sociales de catégorie I de la Société d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (0,01 EUR) chacune (les "Parts Sociales Rachetées") à un prix de 4,05 EUR par part sociale. Du Montant Total de Rachat, 235.390,42 USD (174.143,98 EUR) constitue la valeur nominale totale des Parts Sociales Rachetées, 38.786.021,31 USD (28.694.252,65 EUR) et en supplément 357.416,03 USD (264.419,64 EUR) constituent le remboursement total de la prime d'émission, 23.539,04 USD (17.414,40 EUR) constitue le remboursement de la réserve légale et 55.980.772,33 USD (41.415.086,43 EUR) constitue le montant total de bonus de liquidation partielle (les montants en EUR sont calculés sur la base d'un taux de change agréé de 1 USD = 0,739809129 EUR). Le prix de rachat sera payable en espèces, sauf concernant le montant de 264.419,64 EUR qui sera payable par la compensation avec une créance de 264.419,64 EUR de la Société envers les associés dont il est fait référence dans une résolution des associés en date du 31 juillet 2012.

C. Réaliser la réduction conséquente du capital social de la Société pour un montant de 174.143,98 EUR à 1.393.151,85 EUR par l'annulation des Parts Sociales Rachetées et à la réduction subséquente de la réserve légale d'un montant de 17.414,40 EUR et le remboursement lié aux associés.

D. Modifier les Statuts afin de refléter les résolutions proposées.

E. Divers.

Après délibération attentive, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée des Associés a décidé d'approuver la détermination faite par résolution du conseil de gérance passée le 7 février 2013 du Montant Total de Rachat (tel que défini dans les Statuts) de 70.565.317,10 EUR.

Deuxième résolution

L'assemblée des Associés a décidé de reconnaître et d'approuver le rachat par la Société en vertu d'une résolution du conseil de gérance passée le 7 février 2013 et basée sur les comptes intermédiaires datés du 7 février 2013 de chacune des 17.414.398 parts sociales de catégorie I de la Société d'une valeur nominale d'un centime d'Euro (0,01 EUR) chacune (les "Parts Sociales Rachetées") à un prix de 4,05 EUR par part sociale. Du Montant Total de Rachat, 235.390,42 USD (174.143,98 EUR) constitue la valeur nominale totale des Parts Sociales Rachetées, 38.786.021,31 USD (28.694.252,65 EUR) et en supplément 357.416,03 USD (264.419,64 EUR) constituent le remboursement total de la prime d'émission, 23.539,04 USD (17.414,40 EUR) constitue le remboursement de la réserve légale et 55.980.772,33 USD (41.415.086,43 EUR) constitue le montant total de bonus de liquidation partielle (les montants en EUR sont calculés sur la base d'un taux de change agréé de 1 USD = 0,739809129 EUR). Le prix de rachat sera payable en espèces, sauf concernant un montant de 264.419,64 EUR qui sera payable par la compensation avec une créance de 264.419,64 EUR de la Société envers les associés dont il est fait référence dans une résolution des associés en date du 31 juillet 2012.

Troisième résolution

L'assemblée des Associés a décidé de réduire le capital social de la Société d'un montant de 174.143,98 EUR à 1.393.151,85 EUR par l'annulation des Parts Sociales Rachetées.

L'assemblée des Associés a également décidé de réduire la réserve légale d'un montant de 17.414,40 EUR afin de porter son montant actuel de 156.729,58 EUR à 139.315,18 EUR par le remboursement aux associés au pro rata de leur détention.

Quatrième résolution

L'assemblée des Associés a décidé de modifier l'article 5.1 des Statuts afin de refléter les décisions prises en vertu des résolutions précédentes afin qu'il soit lu comme suit:

" 5.1. Le capital social souscrit est fixé à 1.393.151,85 EUR représenté par:

- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie A (les "Parts Sociales A");
- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie B (les "Parts Sociales B");
- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie C (les "Parts Sociales C");
- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie D (les "Parts Sociales D");
- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie E (les "Parts Sociales E");
- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie F (les "Parts Sociales F");
- 17.414.399 parts sociales ordinaires de catégorie G (les "Parts Sociales G");

et

- 17.414.398 parts sociales ordinaires de catégorie H (les "Parts Sociales H"); ayant chacune une valeur nominale d'un Centime d'Euro (EUR 0,01 et les droits et obligations tels que décrits dans ces Statuts (ensemble les "Parts Sociales"). Les détenteurs de Parts Sociales sont définis ci-après les «Associés»."

L'assemblée des Associés a également décidé de modifier l'article 5.3 des Statuts afin de refléter les décisions prises en vertu des résolutions précédentes afin qu'il soit lu comme suit:

" **5.3.** Le capital social de la Société pourra être uniquement réduit par le rachat et l'annulation subséquente de toutes les Parts Sociales émises d'une ou plusieurs catégories de Parts Sociales (un "Rachat de Parts Sociales") dans l'ordre suivant:

- les Parts Sociales H;
- les Parts Sociales G;
- les Parts Sociales F;
- les Parts Sociales E;
- les Parts Sociales D;
- les Parts Sociales C;
- les Parts Sociales B;
- les Parts Sociales A."

L'assemblée des Associés a décidé de modifier l'article 15.3 des Statuts afin de refléter les décisions prises en vertu des résolutions précédentes afin qu'il soit lu comme suit:

" **15.3.** La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par les Associés en conformité avec les dispositions de l'Article 13.7 ci-dessus et conformément aux dispositions suivantes:

(d) Premièrement, les détenteurs des Parts Sociales A auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,25% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales B auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,30% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales C auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,35% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales D auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,40% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales E auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,45% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales F auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,50% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales G auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,55% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société. Les détenteurs des Parts Sociales H auront le droit de recevoir, au pro rata, un dividende préférentiel représentant 0,60% de la valeur nominale des Parts Sociales émises par la Société.

Pour éviter tout doute, les paiements à effectuer en vertu de (a) devront être effectués sur une base pari passu entre les détenteurs des catégories de Parts Sociales.

(e) Suite à la distribution décrite au (a) ci-dessus, tous les revenus restants disponibles pour une distribution supplémentaire ("Excès") dans la Société, s'il y en a, devront être payés aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie H (ou si les Parts Sociales de Catégorie H ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie G; ou si les Parts Sociales de Catégorie G ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie F; ou si les Parts Sociales de Catégorie F ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie E; ou si les Parts Sociales de Catégorie E ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie D; ou si les Parts Sociales de Catégorie D ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie C; ou si les Parts Sociales de Catégorie C ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie B; ou si les Parts Sociales de Catégorie B ont été annulées et n'existent plus, aux détenteurs de Parts Sociales de Catégorie A).

Pour éviter tout doute, les paiements effectués en vertu du (b) devront être effectués sur une base pari passu entre les détenteurs des Catégories de Parts Sociales."

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison du présent acte, est évalué à environ deux mille Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et personne ne demandant la parole, la séance est clôturée.

Le notaire instrumentant qui connaît la langue anglaise, déclare qu'à la requête des comparants, le présent acte est établi en langue anglaise suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, dont le notaire connaît le nom de famille, prénom, état civil et domicile, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. SERRAF, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 février 2013. Relation: LAC/2013/6678. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013025505/277.

(130030562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

Atares Lux Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 137.679.

L'an deux mille douze, le vingt-huit décembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

Se réunit l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ATARES LUX INVEST S.A., avec siège social à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous B 137.679, constituée par acte du 11 mars 2008, publié au Mémorial C n°1078 du 2 mai 2008, ci-après «la Société».

Bureau

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christian DOSTERT, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Composition de l'assemblée

Le capital social souscrit est actuellement représenté par:

- 2.176.600 (deux millions cent soixante-seize mille six cents) actions dites «Actions Ordinaires» et
- 75.000 (soixante-quinze mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
- 300.000 (trois cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B», toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

La désignation des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée est portée sur une liste de présence dressée par les membres du bureau, à laquelle les participants à l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations, restent annexées au présent acte pour être enregistrée avec lui après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé du Président

Le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. - La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 7.245.000,- (sept millions deux cent quarante-cinq mille euros) pour le porter de EUR 25.516.000,- (vingt-cinq millions cinq cent seize mille euros) à EUR 32.761.000,- (trente-deux millions sept cent soixante et un mille euros) par la création et l'émission de 724.500 (sept cent vingt-quatre mille cinq cents) actions ordinaires, à libérer intégralement en numéraire.

2. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 250.000,- (deux cent cinquante mille euros) pour le porter de EUR 32.761.000,- (trente-deux millions sept cent soixante et un mille euros) à EUR 33.011.000,- (trente-trois millions onze mille euros) par la création et l'émission de 25.000 (vingt-cinq mille) MRPS A moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 1.750.000,- (un million sept cent cinquante mille euros), le tout à libérer intégralement en numéraire.

3. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 1.000.000,- (un million d'euros) pour le porter de EUR 33.011.000,- (trente-trois millions onze mille euros) à EUR 34.011.000,- (trente-quatre millions onze mille euros) par la création et l'émission de 100.000 (cent mille) MRPS B moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 7.375.000,- (sept millions trois cent soixante-quinze mille euros), le tout à libérer intégralement en numéraire.

4. Souscription de la totalité des actions ordinaires, MRPS A et MRPS B nouvelles par l'actionnaire unique et libération intégrale de celles-ci ainsi que des primes d'émissions respectives par des apports en numéraire.

5. Réduction du capital social d'un montant de EUR 24.011.000,- (vingt-quatre millions onze mille euros) pour le ramener de EUR 34.011.000,- (trente-quatre millions onze mille euros) à EUR 10.000.000,- (dix millions d'euros), par annulation de 2.401.100 (deux millions quatre cent un mille cent) actions ordinaires, aux fins de compenser les pertes à due concurrence.

6. Modification afférente de l'article 5 des statuts.

II. - Il ressort de la liste de présence que l'intégralité du capital social est présente ou représentée à la présente assemblée générale. Il peut dès lors être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé du Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour étant entendu qu'au cas où toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, celui-ci exerce seul les prérogatives dévolues à l'assemblée générale.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 7.245.000,- (sept millions deux cent quarante-cinq mille euros) pour le porter de EUR 25.516.000,- (vingt-cinq millions cinq cent seize mille euros) à EUR 32.761.000,- (trente-deux millions sept cent soixante et un mille euros) par la création et l'émission de 724.500 (sept cent vingt-quatre mille cinq cents) actions ordinaires, à libérer intégralement en numéraire.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 250.000,- (deux cent cinquante mille euros) pour le porter de EUR 32.761.000,- (trente-deux millions sept cent soixante et un mille euros) à EUR 33.011.000,- (trente-trois millions onze mille euros) par la création et l'émission de 25.000 (vingt-cinq mille) MRPS A moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 1.750.000,- (un million sept cent cinquante mille euros), le tout à libérer intégralement en numéraire.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 1.000.000,- (un million d'euros) pour le porter de EUR 33.011.000,- (trente-trois millions onze mille euros) à EUR 34.011.000,- (trente-quatre millions onze mille euros) par la création et l'émission de 100.000 (cent mille) MRPS B moyennant paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 7.375.000,- (sept millions trois cent soixante-quinze mille euros), le tout à libérer intégralement en numéraire.

Intervention - Souscription - Libération

Intervient aux présentes l'actionnaire unique de la Société, représenté en vertu de la procuration dont mention ci-avant.

Lequel a déclaré souscrire toutes les 724.500 (sept cent vingt-quatre mille cinq cents) actions ordinaires, 250.000 (deux cent cinquante mille) MRPS A et 100.000 (cent mille) MRPS B, émises dans le cadre de l'augmentation du capital social et les libérer toutes intégralement ainsi que les primes d'émission afférentes aux MRPS A et MRPS B par un apport en numéraire, de sorte que la somme de EUR 17.620.000,- (dix-sept millions six cent vingt mille euros) se trouve actuellement à disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné par la production d'un certificat bancaire.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de réduire le capital social d'un montant de EUR 24.011.000,- (vingt-quatre millions onze mille euros) pour le ramener de EUR 34.011.000,- (trente-quatre millions onze mille euros) à EUR 10.000.000,- (dix millions d'euros), par annulation de 2.401.100 (deux millions quatre cent un mille cent) actions ordinaires, aux fins de compenser les pertes à due concurrence.

La preuve de l'existence des pertes a été donnée au notaire instrumentant par la remise d'un bilan qui reste annexé au présent acte.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 5 des statuts en conséquence des décisions prises pour lui donner la teneur suivante:

Art. 5. Capital.

5.1 Capital social:

Le capital social souscrit est fixé à EUR 10.000.000,- (dix millions d'euros).

Il est représenté par:

- 500.000 (cinq cent mille) actions dites «Actions Ordinaires» et
 - 100.000 (cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie A dites «MRPS A» et
 - 400.000 (quatre cent mille) actions privilégiées obligatoirement rachetables de catégorie B dites «MRPS B»,
- toutes d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

42512

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de six mille six cents euros.

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance.

Dont procès-verbal, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, notaire.

Signé: C. DOSTERT, A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg, A.C., le 31 décembre 2012. AC/2012/63431. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 7 février 2013.

Référence de publication: 2013025086/118.

(130030935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 février 2013.

NDG Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 175.314.

—
STATUTES

In the year two thousand thirteen, on the twelfth day of February,
before us Me Marc LOESCH, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

EUROKNIGHTS ASSET MANAGEMENT VI LIMITED, a limited company, with registered office at First floor, 27 Hill Street, St. Helier, JE2 4UA Jersey, registered with the Jersey Companies Register under number RC107012, acting as General Partner of:

1. EUROKNIGHTS VI No 1 LP, a limited partnership having its registered office at First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;
2. EUROKNIGHTS VI No 2 LP, a limited partnership having its registered office at First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;
3. EUROKNIGHTS VI No 3 LP, a limited partnership having its registered office at First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;
4. EUROKNIGHTS VI No 4 LP, a limited partnership having its registered office at First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;
5. EUROKNIGHTS VI No 5 LP, a limited partnership having its registered office at First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

all duly represented by Mrs Géraldine RODRIGUES, master en finance et fiscalité internationales, residing professionally at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal on 11 February 2013.

Said proxies, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to draw up the following articles of a joint stock company to be incorporated.

Name – Registered office – Duration – Object – Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a joint stock company is herewith formed under the name of NDG GROUP S.A.

Art. 2. The registered office is established in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand-Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered office may be transferred to any other

place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand-Duchy by a decision of the general meeting.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents.

The company may borrow in any form whatever. The company may grant to the companies of the group or to its shareholders, any support, loans, advances or guarantees, within the limits of the law of August 10, 1915.

The company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at EUR 40,000 (forty thousand Euro) divided into 4,000 (four thousand) shares with a nominal value of EUR 10 (ten Euro) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen herebelow, the authorized capital is fixed at EUR 13,000,000 (thirteen million Euro) to be divided into 1,300,000 (one million three hundred thousand) shares with a nominal value of EUR 10 (ten Euro) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, from the date of incorporation and during a period ending on 12 February 2018, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified here above and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

Board of directors and Statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than 3 (three) members, the exact number being determined by the general meeting.

The directors can be appointed "A director" or "B director".

If it has been established at a general meeting of shareholders that the company has a single shareholder, the board of directors can be made up by 1 (one) member until the ordinary general meeting following the establishment of the existence of more than one shareholder.

The directors do not need to be shareholders. They are elected by the general meeting for a term which may not exceed 6 (six) years and can be dismissed at any time by the general meeting.

If the office of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy.

In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board of directors can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted. A director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, fax, video conference or conference call in the forms foreseen by the law.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the board of directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast and have to be voted by at least one A signatory director and by one B signatory director. In case of an equality of votes, the chairman has a casting vote.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general meeting by the law of August 10, 1915, as subsequently modified, or by the present Articles of Incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed, in case of a sole director by the sole signature of the sole director or, in case of plurality of directors, by the joint signatures of one A and one B signatory directors, or by the sole signature of a delegate acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting for a period not exceeding six years.

However, if so required by law, or if the company decides to remove the institution of the statutory auditor, the audit of the annual accounts shall be made by one or several "réviseurs d'entreprises agréés", appointed or reelected by the general meeting.

General meeting

Art. 14. In the case of a sole shareholder, the sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of shareholders and takes the decisions in writing. In these Articles, a reference to decisions taken or powers exercised by the general meeting shall be a reference to decisions taken or powers exercised by the sole shareholder as long as the company has only one shareholder.

In the case of a plurality of shareholders, the general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the company.

The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Monday of the month of May, at 9.00 o'clock.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The board of directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing 10% of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote.

The company will recognise only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner, in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on 1st January and ends on 31st December of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least 5% of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches 10% of the subscribed capital.

The remaining balance is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the subscribed capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the Articles of Incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remuneration.

General disposition

Art. 21. The law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on 31st December 2013.

The first annual general meeting shall be held in 2014.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders' meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the Articles of Incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the extraordinary general meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and Payment

The 4,000 (four thousand) shares have been subscribed to as follows:

Subscribers	Number of shares	Amount subscribed to and paid up in EUR
1. EUROKNIGHTS VI No 1 LP	850	8,500
2. EUROKNIGHTS VI No 2 LP	850	8,500
3. EUROKNIGHTS VI No 3 LP	853	8,530
4. EUROKNIGHTS VI No 4 LP	887	8,870
5. EUROKNIGHTS VI No 5 LP	560	5,600
TOTAL	4,000	40,000

All the shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of EUR 40,000 (forty thousand Euro) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in article 26 of the law of August 10, 1915 on Commercial Companies as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its incorporation is approximately fixed at one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the company, the appearing parties, represented as stated above, representing the whole of the share capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

The number of directors is fixed at five.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year:

A signatory directors:

1. Mrs Alyson GREENWOOD, company director, born on 29 June 1968 in St-Albans, United-Kingdom, residing at 13, Chemin des Courbes, 1247 Anières, Switzerland,

2. Mr Guy SEMMENS, company director, born on 16 November 1968 in Nottingham, United-Kingdom, residing at Chalet Pantouflard, Chemin de la Tinte, 1936 Verbier, Switzerland,

3. Mrs Anna Karin PORTUNATO, independant consultant, born on 2 August 1966 in Rockford, United-States, residing at 5, route de Pierre-Grand, 1256 Troinex, Switzerland.

B signatory directors:

2. Mr Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, born on 22 April 1959 in Luxembourg, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,

3. Mr Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, born on 12 January 1955 in Cesena (Forli), Italy, with professional address at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Mr Pierre LENTZ, prenamed, has been elected as chairman of the board of directors.

Second resolution

The following has been appointed as statutory auditor, its mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the first business year: AUDIEX S.A., having its registered office in L-1911 Luxembourg, 9, rue du Laboratoire, R.C.S. Luxembourg B 65469.

Third resolution

The company's registered office is located at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and translated into the language of the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present original deed.

Follows the french version of the preceding text:

L'an deux mille treize, le douze février.

Par-devant Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorfles-Bains, Grand-Duché de Luxembourg.

a comparu:

EUROKNIGHTS ASSET MANAGEMENT VI LIMITED, une limited company, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St. Helier, JE2 4UA Jersey, inscrite au Jersey Companies Register sous numéro RC107012, agissant en tant que General Partner de:

1. EUROKNIGHTS VI No 1 LP, limited partnership, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

2. EUROKNIGHTS VI No 2 LP, limited partnership, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

3. EUROKNIGHTS VI No 3 LP, limited partnership, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

4. EUROKNIGHTS VI No 4 LP, limited partnership, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

5. EUROKNIGHTS VI No 5 LP, limited partnership, ayant son siège social à First floor, 27 Hill Street, St Helier, JE2 4UA Jersey, Channel Islands;

tous ici représentés par Madame Géraldine RODRIGUES, master en finance et fiscalité internationales, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, spécialement mandatée à cet effet par procurations données sous seing privé en date du 11 février 2013.

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-dessus, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme à constituer.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de NDG GROUP S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du Grand-Duché par décision de l'assemblée générale.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital souscrit de la société est fixé à EUR 40.000 (quarante mille euros) représenté par 4.000 (quatre mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de EUR 13.000.000 (treize millions d'euros) qui sera représenté par 1.300.000 (un million trois cent mille) actions d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, dès la constitution et pendant une période prenant fin le 12 février 2018, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés.

Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé d'au moins 3 (trois) membres, le nombre exact étant déterminé par l'assemblée générale.

Les administrateurs peuvent être qualifiés «administrateur de catégorie A» ou «administrateur de catégorie B».

Si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à 1 (un) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs n'ont pas besoin d'être actionnaires. Ils sont élus par l'assemblée générale pour une période ne dépassant pas 6 (six) ans et peuvent être révoqués à tout moment.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, fax, conférence vidéo ou téléphonique tenue dans les formes prévues par la loi.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés, devant comporter obligatoirement le vote d'un administrateur de catégorie A et le vote d'un administrateur de catégorie B. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances. Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances, en cas d'administrateur unique, par la signature individuelle de l'administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération, et toujours révocables.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Toutefois, si la loi l'exige ou si la société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels sera effectué par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés désignés et éventuellement réélus par l'assemblée.

Assemblée générale

Art. 14. S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit. Dans les présents statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'assemblée générale est une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'actionnaire unique tant que la société n'a qu'un actionnaire.

En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale représente tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales.

Les convocations de l'assemblée générale se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le premier lundi du mois de mai à 9.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe sur un jour férié, elle se réunit le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant 10% du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la société un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2013.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2014.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Paiement

Les 4.000 (quatre mille) actions ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre d'actions	Montant souscrit et libéré en EUR
1. EUROKNIGHTS VI No 1 LP	850	8.500
2. EUROKNIGHTS VI No 2 LP	850	8.500
3. EUROKNIGHTS VI No 3 LP	853	8.530
4. EUROKNIGHTS VI No 4 LP	887	8.870
5. EUROKNIGHTS VI No 5 LP	560	5.600
TOTAL	4.000	40.000

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de EUR 40.000 (quarante mille euros) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Constatation

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures ont été accomplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ mille cinq cent euros (EUR 1.500,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentés comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à cinq.

Sont appelés aux fonctions d'administrateurs, leur mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social:

Administrateurs de catégorie A:

1. Madame Alyson GREENWOOD, administrateur de société, née le 29 juin 1968 à St-Albans, Royaume-Uni, demeurant au 13, Chemin des Courbes, 1247 Anières, Suisse,
2. Monsieur Guy SEMMENS, administrateur de société, né le 16 novembre 1968 à Nottingham, Royaume-Uni, demeurant au Chalet Pantouflard, Chemin de la Tinte, 1936 Verbier, Suisse,
3. Madame Anna Karin PORTUNATO, consultante indépendante, née le 2 août 1966 à Rockford, Etats-Unis, demeurant au 5, route de Pierre-Grand, 1256 Troinex, Suisse.

Administrateurs de catégorie B:

4. Monsieur Pierre LENTZ, licencié en sciences économiques, né le 22 avril 1959 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg,
5. Monsieur Reno Maurizio TONELLI, licencié en sciences politiques, né le 12 janvier 1955 à Cesena (Forli), Italie, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Monsieur Pierre LENTZ, prénommé, est nommé aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'assemblée générale statuant sur les comptes du premier exercice social: AUDIEX S.A., ayant son siège au 9, rue du Laboratoire, L-1911 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 65469.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Rodrigues, M. Loesch.

Enregistré à Remich, le 14 février 2013, REM/2013/213. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 20 février 2013.

Référence de publication: 2013026090/442.

(130030996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

AXA Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 137.856.

Im Jahre zweitausenddreizehn, den neunundzwanzigsten Januar,

vor dem unterzeichneten Notar Joëlle BADEN, mit Amtswohnsitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), sind anlässlich einer außerordentlichen Generalversammlung (die Generalversammlung) erschienen,

die alleinige Aktionärin der „Axa Immoselect Luxembourg 1 Strassen S.A.“, eine Aktiengesellschaft luxemburgischen Rechts (société anonyme) mit Gesellschaftssitz in L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (Registre de commerce et des sociétés Luxembourg) unter der Nummer B 137.856 (die Gesellschaft), in deren Eigenschaft als Eigentümerin von 5.000 (fünftausend) Aktien der Gesellschaft mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig euros).

Die Gesellschaft wurde gegründet durch notarielle Urkunde vom 18. Oktober 1999 als "Mehdi SCI", veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1012, vom 30. Dezember 1999. Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß notarielle Urkunde vom 15. April 2011, veröffentlicht, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 1493 vom 7. Juli 2011.

Den Vorsitz der Generalversammlung führt Frau Christina BACH, avocat, wohnhaft in Luxemburg, die Frau Marie KAISER, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg, zum Schriftführer bestellt. Die Generalversammlung

bestimmt zum Stimmenzähler Frau Marina MULLER, Privatangestellte, mit beruflicher Anschrift in Luxemburg (die Vorsitzende, der Schriftführer und der Stimmenzähler bilden das Büro der Generalversammlung).

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung als eröffnet und gibt gemeinsam mit den Erschienenen folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I. Aus der Anwesenheitsliste (die Anwesenheitsliste) geht hervor, dass die gesamten 5.000 (fünftausend) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig euros) bei gegenwärtiger Generalversammlung rechtsgültig vertreten sind; demzufolge ist die Generalversammlung gemäß Artikel 67-1 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften regelmäßig zusammengesetzt und kann gültig über die Punkte 1 bis 3 der Tagesordnung beschließen; diese Anwesenheitsliste wurde von der alleinigen Aktionärin, beziehungsweise ihrem Vertreter, sowie von den Mitgliedern des Büros und dem Notar unterzeichnet, und bleibt gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Ebenso bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt, um mit derselben einregistriert zu werden, die ordnungsgemäß durch das Büro und den Notar ne varietur paraphierte Vollmacht der vertretenen alleinigen Aktionärin.

II. Die Generalversammlung stellt fest, dass die Tagesordnung der Generalversammlung folgende Punkte zum Gegenstand hat:

Tagesordnung:

1. Verzicht auf Einberufungsformalitäten;

2. Erhöhung (i) des Gesellschaftskapitals um EUR 1.000,00 (tausend Euro), um es von derzeit EUR 125.000,00 (einhundertfünfundzwanzigtausend Euro) auf insgesamt EUR 126.000,00 (einhundertsechszwanzigtausend Euro) zu erhöhen, gemeinsam mit der Einzahlung eines Ausgabeagios in Höhe von EUR 40.499.000,00 (vierzig Millionen vierhundertneunundneunzigtausend Euro), durch Ausgabe von 40 (vierzig) gleichwertigen Aktien mit einem Nennwert von je EUR 25,- (fünfundzwanzig Euro) (die Neuen Aktien) sowie Zeichnung der Neuen Aktien durch die alleinige Aktionärin;

3. Abänderung des fünften Artikels der Satzung der Gesellschaft mit folgendem Wortlaut:

" **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 126.000 (einhundertsechszwanzigtausend Euro), eingeteilt in 5.040 (fünftausendundvierzig) Aktien mit einem Nennwert je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) pro Aktie."

III. Sodann trifft die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

In Anbetracht der Tatsache, dass die alleinige Aktionärin rechtmäßig vertreten ist, beschließt die Generalversammlung auf die Formalitätsregelungen der Einberufung zu verzichten; die alleinige Aktionärin betrachtet sich als rechtmäßig geladen und bestätigt volle Kenntnis der Tagesordnung zu haben, welche ihr vorher mitgeteilt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, (i) das Gesellschaftskapital um einen Gesamtbetrag von EUR EUR1.000,00 (tausend Euro) zu erhöhen, um es von EUR125.000,00 (einhundertfünfundzwanzigtausend Euro) auf insgesamt EUR126.000,00 (einhundertsechszwanzigtausend Euro) zu erhöhen, gemeinsam mit der Einzahlung eines Ausgabeagios in Höhe von EUR40.499.000,00 (vierzig Millionen vierhundertneunundneunzigtausend Euro), durch die Ausgabe von insgesamt 40 (vierzig) gleichwertigen Aktien mit einem Nennwert von je EUR25 (fünfundzwanzig Euro) und die Neuen Aktien durch die alleinige Aktionärin wie folgt zeichnen zu lassen.

Zeichnung - Einzahlung

Die alleine Aktionärin, vertreten durch Frau Christina BACH, vorgenannt, auf Grund einer Vollmacht vom 28. Januar 2013, wie eingangs erwähnt, erklärt hiermit (i) 40 (vierzig) neu ausgegebene Aktien an der Gesellschaft zu zeichnen und (ii) diese mittels einer Bareinzahlung in Höhe von EUR40.500.000,00 (vierzig Millionen fünfhunderttausend Euro) voll einzuzahlen.

Diese Bareinlage in Höhe von EUR 40.500.000,00 (vierzig Millionen fünfhunderttausend Euro) wird folgendermaßen in die Gesellschaftereinzahlung:

(i) ein Betrag von EUR 1.000,00 (tausend Euro) wird in das Gesellschaftskapital eingezahlt, und

(ii) der restliche Betrag von EUR 40.499.000,00 (vierzig Millionen vierhundertneunundneunzigtausend Euro) wird als Ausgabeagio eingezahlt.

Der amtierende Notar stellt fest, dass die Summe in Höhe von EUR 40.500.000,00 (vierzig Millionen fünfhunderttausend Euro) auf das Bankkonto der Gesellschaft eingezahlt wurde, und der Gesellschaft ab heute gemäß einer Bankbestätigung vom 28. Januar 2013 zur Verfügung steht.

Daraus ergeben sich für die Gesellschaft nunmehr folgende Anteilsverhältnisse:

Aktionär	Anzahl der gehaltenen Aktien
AXA Investment Managers Deutschland GmbH	5.040
TOTAL	5.040

Dritter Beschluss

Die Generalversammlung beschließt, Artikel fünf der Satzung der Gesellschaft gemäß des vorstehenden Beschlusses abzuändern, mit folgendem Wortlaut:

" **Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf EUR 126.000 (einhundertsechszwanzigtausend Euro), eingeteilt in 5.040 (fünftausendvierzig) Aktien mit einem Nennwert von je EUR 25 (fünfundzwanzig Euro) pro Aktie."

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstigen Verbindlichkeiten, welcher Art auch immer, die der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Versammlung entstehen, werden unter Vorbehalt sämtlicher Rechte mit EUR 7.000,- bewertet und fallen zu Lasten der Gesellschaft.

Worüber Protokoll, aufgenommen in Luxemburg, in der Kanzlei des unterzeichnenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, haben dieselben zusammen mit dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

GEZEICHNET: C. BACH, M. KAISER, M. MULLER UND J. BADEN.

ENREGISTRÉ À LUXEMBOURG A. C., LE 1^{ER} FEVRIER 2013. LAC/2013 /5018. REÇU SOIXANTE-QUINZE EUROS € 75,-.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - DER GESELLSCHAFT AUF BEGEHR ERTEILT.

LUXEMBURG, DEN 21. FEBRUAR 2013.

Référence de publication: 2013025684/98.

(130031574) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

DML services S.à r.l., Dépannage, Maintenance Location Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4984 Sanem, Z.A. Gadderscheier.

R.C.S. Luxembourg B 133.845.

L'an deux mille treize,

le quinze février.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

Monsieur Christophe Castillon, mécanicien, demeurant à F-57570 Gavisser, 5, rue de la Forge.

Lequel comparant est ici représenté par Madame Peggy SIMON, employée privée, demeurant professionnellement à Echternach, 9, Rabatt, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 14 février 2013,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Lequel comparant, représenté comme dit ci-avant, déclare être le seul associé de la société à responsabilité limitée existant sous la dénomination DEPANNAGE, MAINTENANCE LOCATION SERVICES S.à r.l., en abrégé DML services S.à r.l., avec siège social à L-4501 Differdange, Z.A. Gadderscheier, inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 133.845 (NIN 2007 2458 673).

Ladite société a été constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 7 novembre 2007, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Numéro 2968 du 20 décembre 2007, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 9 novembre 2012, en voie de publication au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations.

Ensuite le comparant, représenté comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la société de Differdange à Sanem et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

Art. 5. (alinéa 1^{er}). Le siège social est établi à Sanem.

Deuxième résolution

L'associé unique décide de fixer la nouvelle adresse de la société à L-4984 Sanem, Z.A. Gadderscheier.

DONT ACTE, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant de tout ce qui précède, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, elle a signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 février 2013. Relation: ECH/2013/337. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 21 février 2013.

Référence de publication: 2013025803/39.

(130031818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

MHZ Hachtel, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8366 Hagen, 27, rue de Steinfort.

R.C.S. Luxembourg B 38.944.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den dreizehnten Februar.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph ELVINGER, mit Amtssitz in Luxemburg.

Versammelten sich in außerordentlicher Generalversammlung die folgenden Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung MHZ HACHTEL, mit Sitz in L-8069 Strassen, 30, rue de l'Industrie, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 38.944, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Marthe THYES-WALCH, mit damaligem Amtssitz in Luxemburg am 6. Dezember 1991, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 209 vom 19. Mai 1992, und deren Satzung zuletzt abgeändert wurde gemäß Urkunde aufgenommen durch den instrumentierenden Notar am 3. Januar 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 1086 vom 24. Oktober 2005:

1.- MHZ Beteiligungsholding GmbH (vorher: Halde Fünfundsiebzigste Verwaltungsgesellschaft mbH), mit Sitz in D-70771 Leinfelden-Echterdingen (Deutschland), Sindelfinger Str 21, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgericht Stuttgart unter der Nummer HRB 225970,

hier vertreten durch Herrn Emmanuel PAQUET, Geschäftsführer, wohnhaft in B-4783 St.Vith (Belgien), 36, Alfersteg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht erteilt in Müsberg am 8. Februar 2013.

2.- HACHTEL-BETEILIGUNGS GmbH, mit Sitz in D- 70771 Leinfelden-Echterdingen (Deutschland), Sindelfinger Str 21, eingetragen im Handelsregister B des Amtsgericht Stuttgart unter der Nummer HRB 220504, hier vertreten durch Herrn Emmanuel PAQUET, vorbenannt, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht erteilt in Müsberg am 8. Februar 2013.

Vorerwähnte Vollmachten, nachdem sie von dem Komparent und dem instrumentierenden Notar ne varietur gezeichnet wurden, bleiben gegenwärtiger Urkunde beigelegt um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

Welcher Komparent, handelnd in den vorgenannten Eigenschaften, den instrumentierenden Notar ersuchte folgende gemäß übereinstimmender Tagesordnung einstimmig gefassten Beschlüsse wie folgt zu beurkunden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, die Namensänderung der MHZ Beteiligungsholding GmbH (vorher: Halde Fünfundsiebzigste Verwaltungsgesellschaft mbH) gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar BENZ, mit Amtssitz in D-70771 Leinfelden-Echterdingen (Deutschland), Bernhäuser Str. 16 am 22. Dezember 2004, zu beurkunden und die dementsprechende Abänderung beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg zu beantragen.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschließen, den Gesellschaftssitz nach L-8366 Hagen, 27, rue de Steinfort zu verlegen.

Dritter Beschluss

Zwecks Anpassung der Satzung an den hiervor genommenen Beschluss beschließen die Gesellschafter, Artikel 5. der Satzung abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben: " Der Sitz der Gesellschaft ist Hagen. Der Firmensitz kann durch einfachen Beschluss der Gesellschafter an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden".

42524

Kosten

Die Auslagen, Arbeitsaufwand oder Kosten der Gesellschaft für die vorliegende Urkunde belaufen sich auf ungefähr tausend Euro (1.000.- EUR).

Worüber Urkunde, aufgenommen und abgeschlossen in Luxemburg zum oben genannten Datum.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, unterzeichnete derselbe mit dem amtierenden Notar die vorliegende Urkunde.

Signé: E. PAQUET, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 18 février 2013. Relation: LAC/2013/7261. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2013026072/49.

(130031641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

Allianz Investments II Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 14, boulevard F.D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 139.522.

Im Jahre zweitausend und dreizehn, am siebten Januar,

vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, amtsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, als Vertretung für Notar Joelle Baden, amtsansässig in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, momentan nicht anwesend,

ist Erschienen:

die Allianz Europe Ltd., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung englischen Rechts mit Gesellschaftssitz NL-1017 Amsterdam, 484, Keizersgracht, eingetragen in England und Wales unter der Nummer 01571671, handelnd in ihrer Eigenschaft als alleinige Gesellschafterin (nachfolgend die Alleinige Gesellschafterin) der Allianz Investments II Luxembourg S.à r.l., einer luxemburgischen Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit Sitz in 14, Boulevard F.-D. Roosevelt in L-2450 Luxemburg und eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 139.522 (die Gesellschaft), hier vertreten durch Herrn Matthias Held, avocat, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die am 3. Januar 2013 in Amsterdam ausgestellt wurde.

Die Vollmacht bleibt, nach ne varietur Paraphierung durch den Notar und den Vertreter der Erschienenen, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die bei der Versammlung vertretenen Gesellschaftsanteile sind unter dem Namen der Alleinige Gesellschafterin auf einer dieser Urkunde beigefügten Anwesenheitsliste wiedergegeben, die ebenfalls von dem Vertreter des Erschienenen und dem unterzeichneten Notar unterschrieben wird.

Die Gesellschaft wurde am 13. Juni 2008 durch die von dem in Capellen im Großherzogtum Luxemburg ansässigen Notar Camille Mines erstellte Urkunde gegründet, welche im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 3. Juli 2008 unter der Nummer 1631 auf Seite 78245 veröffentlicht wurde. Die Satzung der Gesellschaft wurde zum letzten Mal abgeändert gemäß Urkunde vom 2. März 2012, aufgenommen durch Notar Martine Schaeffer, mit Amtssitz in Luxemburg, welche im Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations vom 22. Mai 2012 unter der Nummer 1266 auf Seite 60733 veröffentlicht wurde.

Die Alleinige Gesellschafterin hält die gesamten 10.501.157 (zehn Millionen fünfhunderteinstausendeinhundertsiebenundfünfzig) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) pro Anteil, sodass die Alleinige Gesellschafterin das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft hält. Die Generalversammlung hat sodann den unterzeichneten Notar er sucht, folgendes in die Urkunde aufzunehmen:

I. Da das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft in Höhe von EUR 105.011,57 (einhundertfünftausendelf Euro und siebenundfünfzig Cent), namentlich 10.501.157 (zehn Millionen fünfhunderteinstausendeinhundertsiebenundfünfzig) gleichwertiger Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) pro Anteil, die in ihrer Gesamtheit von dem hier ordnungsgemäß vertretenen Alleinigen Gesellschafter gehalten werden, vertreten ist, ist diese außerordentliche Generalversammlung ordnungsgemäß konstituiert und mithin in der Lage, ordnungsgemäß über alle Gegenstände der nachstehenden Beschlüsse zu befinden.

II. Sodann trifft die Alleinige Gesellschafterin folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

In Anbetracht der Tatsache, dass das gesamte Gesellschaftskapital anlässlich der gegenwärtigen Generalversammlung rechtmäßig vertreten ist, beschließt die Generalversammlung auf die Formalitätsregelungen der Einberufung zu verzichten; die Alleinige Gesellschafterin betrachtet sich als rechtmäßig geladen und bestätigt volle Kenntnis der Tagesordnung zu haben, welche ihm vorher mitgeteilt wurde.

Zweiter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt, das Gesellschaftskapital um einen Gesamtbetrag von EUR 10.000 (zehntausend Euro) zu erhöhen, um es von EUR 105.011,57 (einhundertfünftausendelf Euro und siebenundfünfzig Cent) auf insgesamt EUR 115.011,57 (einhundertfünfzehntausendelf Euro und siebenundfünfzig Cent) zu erhöhen und zu diesem Zwecke insgesamt 1.000.000 (eine Million) gleichwertige Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von EUR 0,01 (ein Cent) auszugeben.

Dritter Beschluss

Da alle Anteile in der Gesellschaft von der Alleinigen Gesellschafterin gehalten werden, kann kein Vorzugsrecht von weiteren Gesellschaftern in Bezug auf Zuteilung der neuen Anteile geltend gemacht werden.

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt sodann, folgende Zeichnung zu tätigen und entsprechend registrieren zu lassen:

Zeichnung - Einzahlung

Die Alleinige Gesellschafterin erklärt hiermit (i) die 1.000.000 (eine Million) neu ausgegebenen Anteile an der Gesellschaft zu zeichnen und (ii) diese mittels Einbringung einer Schuld (nachfolgend die Schuld) als Kapital voll einzuzahlen.

Die Schuld entstammt aus Darlehensverträgen, die zwischen der Alleinigen Gesellschafterin als Darlehensgeber und der Allianz SE, einer europäischen Aktiengesellschaft (Societas Europaea) deutschen und europäischen Rechts mit Gesellschaftssitz in der Königinstraße 28, D-80802 München, eingetragen im Handelsregister beim Amtsgericht München unter der Nummer HRB 164.232, als Darlehensnehmer geschlossen wurden (die Vereinbarungen).

Gemäß den Vereinbarungen, hat die Alleinige Gesellschafterin (Darlehensgeber) der Allianz SE einen Gesamtbetrag von EUR 2.511.681.127,70 (zwei Milliarden fünfhundertelf Millionen sechshunderteinundachtzigtausendeinhundertsiebenundzwanzig Euro und siebenzig Cent) zur Verfügung gestellt.

Der Marktwert, der sich aus den Darlehensverträgen (die Vereinbarungen) ergibt, beträgt insgesamt EUR 2.551.365.913,- (zwei Milliarden fünfhunderteinundfünfzig Millionen dreihundertfünfundsiebzehntausendneunhundertdreizehn Euro).

Die Einlage, die EUR 2.551.365.913,- (zwei Milliarden fünfhunderteinundfünfzig Millionen dreihundertfünfundsiebzehntausendneunhundertdreizehn Euro) beträgt, wird folgendermaßen in die Gesellschaft eingezahlt:

(a) ein Betrag von EUR 10.000 (zehntausend Euro) wird in das Gesellschaftskapital eingezahlt;

(b) der restliche Betrag von EUR 2.551.355.913,- (zwei Milliarden fünfhunderteinundfünfzig Millionen dreihundertfünfundsiebzehntausendneunhundertdreizehn Euro) wird als Emissionsaufgeld eingezahlt, wobei insgesamt EUR 1.000 (tausend Euro) zur Bildung der gesetzlichen Reserve, die damit von gegenwärtig EUR 10.501,43 (zehntausendfünfhunderteins Euro und dreiundvierzig Cent) auf EUR 11.501,43 (elftausendfünfhunderteins Euro und dreiundvierzig Cent) erhöht wird, verwendet werden soll, während der restliche Betrag in Höhe von EUR 2.551.354.913,- (zwei Milliarden fünfhunderteinundfünfzig Millionen dreihundertvierundfünfzigtausendneunhundertdreizehn Euro) der freien Rücklage zugeführt werden soll.

Daraus ergeben sich für die Gesellschaft nunmehr folgende Anteilsverhältnisse:

Anteilsinhaber	Anzahl der gehaltenen Anteile
Allianz Europe Ltd	11.501.157
TOTAL	11.501.157

Die von der Geschäftsführung der Alleinigen Gesellschafterin ausgestellte Bescheinigung (nachfolgend die Bescheinigung) bestätigt sowohl die Existenz der Vereinbarungen, als auch die Gesamthöhe der Darlehen (i.e. EUR 2.511.681.127,70 (zwei Milliarden fünfhundertelf Millionen sechshunderteinundachtzigtausendeinhundertsiebenundzwanzig Euro und siebenzig Cent)) und den Marktwert in Höhe von EUR 2.551.365.913,- (zwei Milliarden fünfhunderteinundfünfzig Millionen dreihundertfünfundsiebzehntausendneunhundertdreizehn Euro).

Vierter Beschluss

Die Alleinige Gesellschafterin beschließt daraufhin, den Wortlaut von Artikel 5 der Satzung wie folgt im Sinne des vorausgegangenen Beschlusses zu ändern:

" **Art. 5.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 115.011,57 (einhundertfünzehntausendelf Euro und siebenundfünfzig Cents), eingeteilt in 11.501.157 (elf Millionen fünfhunderteinstausendeinhundertsiebenundfünfzig) gleichwertige Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Cent) pro Anteil."

Gebühren

Die Gebühren, Ausgaben, Honorare und sonstige Verbindlichkeiten welcher Art auch immer, die durch die vorliegende Beurkundung entstehen, gehen zulasten der Gesellschaft und betragen schätzungsweise EUR 8.000,-.

WORÜBER PROTOKOLL, in Luxemburg an dem eingangs bezeichneten Tage aufgenommen wird, in der Kanzlei von Notar Elvinger, wie Vorgangs erwähnt.

Die vorliegende Urkunde wurde sodann dem Vertreter der erschienenen Partei vorgelesen und von ihr und Uns, dem unterzeichneten Notar, unterschrieben.

Gezeichnet: M. HELD und J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A. C., le 16 janvier 2013. LAC/2013 /2187. Reçu soixante-quinze euros € 75,-.

Le Receveur (signé): THILL Irène.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 20. Februar 2013.

Référence de publication: 2013025629/107.

(130031289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2013.

cieslux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 64, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 170.320.

Im Jahre zwei tausend dreizehn.

Den fünfzehnten Februar.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

IST ERSCHIENEN:

Herr Ingo WILFERT, Dipl.-Kaufmann, Steuerberater, wohnhaft in D-54329 Konz, Emil-von-Behring Strasse 11.

Welcher Komparent hier vertreten ist durch Frau Christine MOHR, Diplom-Betriebswirtin, wohnhaft in L-6660 Born, 6, Schlassstrooss, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 13. Februar 2013,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch die Bevollmächtigte und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welcher Komparent, vertreten wie vorerwähnt, erklärte, dass er der alleinige Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung cieslux S.à r.l. ist, mit Sitz in L-4959 Bascharage, 17, op Zaemer, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 170.320 (NIN 2012 2427 634).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 13. Juli 2012, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2115 vom 25. August 2012.

Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-), eingeteilt in ein hundert (100) Anteile zu je ein hundert fünfundanzig Euro (€ 125.-), alle zugeteilt Herrn Ingo WILFERT, vorgenannt.

Als dann ersuchte der Komparent, vertreten wie vorerwähnt, den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Bascharage nach Wasserbillig zu verlegen, und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 3 der Statuten abzuändern wie folgt:

Art. 3. (Absatz 1). Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig.

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter legt die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6630 Wasserbillig, 64, Grand-Rue.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparentin, handelnd wie eingangs erwähnt, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat dieselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: C. MOHR, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 19 février 2013. Relation: ECH/2013/341. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €.

Le Receveur (signé): D. SPELLER.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 21. Februar 2013.

Référence de publication: 2013026325/42.

(130031944) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2013.

Arenamex Invest 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.075.

Extrait des résolutions prises par l'Associé unique en date du 26 février 2013

- Le siège social de la société est transféré du 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 9a, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013029625/12.

(130036287) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Arenamex Invest 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 157.073.

Extrait des résolutions prises par l'Associé unique en date du 26 février 2013

- Le siège social de la société est transféré du 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg au 9a, Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2013029624/12.

(130036283) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Vitis Vinifera Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 1-5, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 170.052.

Je vous informe de ma décision de démissionner de mes fonctions d'administrateur, à compter du 28 février 2013
Luxembourg, le mardi 28 février 2013.

Paul Lottin.

Référence de publication: 2013030238/9.

(130036528) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Invesco European Hotel Real Estate Fund, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 116.664.

Auszug aus dem Protokoll des Beschlusses der Generalversammlung der Gesellschaft vom 26. Oktober 2012

I. Die Gesellschafter der Gesellschaft haben am 26. Oktober 2012 beschlossen,

1. Herrn Andrew Rofo, 43-45 Portman Square, W1H6LY London, Great Britain, erneut als Geschäftsführer, bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2013 stattfinden wird, zu ernennen;

2. Herrn Mark Weeden, 20, rue de la Poste, L – 2346 Luxembourg, erneut als Geschäftsführer, bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2013 stattfinden wird, zu ernennen;

3. Deloitte Audit S.à r.l., 560, rue de Neudorf, L – 2220 Luxembourg, erneut zum Wirtschaftsprüfer bis zur nächsten Jahreshauptversammlung der Gesellschafter, die im Jahre 2013 stattfinden wird, zu ernennen.

Auszug aus dem Protokoll des Beschlusses der Geschäftsführerversammlung der Gesellschaft vom 1. Februar 2013

II. Die Geschäftsführung hält am 1. Februar 2013 fest, dass:

4. Herr Dennis Twining als Geschäftsführer mit Wirkung zum 31. Januar 2013 zurücktritt;

5. Herr Herbert Spangler als Geschäftsführer mit Wirkung zum 31. Januar 2013 zurücktritt;

6. Frau Martina Fidschuster, 'Director', geboren am 12. Juli 1959 in Wien, Österreich, geschäftsansässig in Metzlers-
trasse 21, 60594 Frankfurt am Main, Deutschland, mit Wirkung zum 1. Februar 2013 bis zur Generalversammlung, die im
Jahre 2013 stattfinden wird, als Geschäftsführerin durch Kooption ernannt wird;

7. Herrn Fabrice Coste, 'General Manager', geboren am 1. April 1973 in Lüttich, Belgien, geschäftsansässig in 37A, Avenue J.F. Kennedy, L – 1855 Luxembourg, mit Wirkung zum 1. Februar 2013 bis zur Generalversammlung, die im Jahre 2013 stattfinden wird, als Geschäftsführer durch Kooptation ernannt wird;

III. Der Geschäftsführer Mark Weeden hat seinen Sitz in 21, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg.

IV. Der Wirtschaftsprüfer hat den Namen wie folgt geändert: Deloitte Audit S.à r.l.

Référence de publication: 2013029879/28.

(130036718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

ITT Industries Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.025,00.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 159.519.

—
EXTRAIT

Avec effet au 1^{er} mars 2013, le siège de la Société est transféré au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg. Madame Marjoleine Van Oort a démissionné en tant que gérant de la Société avec effet au 28 février 2013. Suite à cette démission l'associé unique de la Société a décidé de porter le nombre de gérants à quatre.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2013029883/15.

(130036369) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Kodo S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 35.536.

—
EXTRAIT

Il ressort de la résolution du conseil d'administration du 2 janvier 2013 que:

1. Monsieur Philippe PONSARD, ingénieur commercial, demeurant professionnellement au 2, avenue Charles de Gaulle L-1653 Luxembourg, a été nommé comme nouvel administrateur de la société en remplacement de l'administrateur démissionnaire Monsieur Guy HORNICK. Le mandat de Monsieur Philippe PONSARD expirera lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes annuels au 31 mars 2012 qui se tiendra extraordinairement en 2013.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 18 février 2013.

Référence de publication: 2013029911/15.

(130036600) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Content International Holdings 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 168.521.

—
EXTRAIT

Il convient de noter que le nom correct de l'associé de la société est le suivant: Stichting Depositary APG Opportunity Pool 2012

Il convient également de noter que l'adresse correcte de l'associé est la suivante: Oude Lindestraat 70, 6411 EJ Heerlen, Pays-bas

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.

Référence de publication: 2013029720/15.

(130036517) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} mars 2013.
